

UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERI TIZI-OUZOU
FACULTÉ DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES DE GESTION
DEPARTEMENT DES SCIENCES FINANCIERES ET COMPTABILITE



Polycopié de cours :
Comptabilité des sociétés approfondie 1

Présentée par : M. OUSSAID Aziz
Maitre de conférences B

Ce cours est un support pédagogique prodigué aux étudiants de
Master 1 Comptabilité et Audit
Semestre 1

Année universitaire : 2024/2025

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Présentation générale du cours..... | 1 |
| Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés | 4 |
| Chapitre 2 : Modification du capital et traitement du résultat | 16 |
| Chapitre 3 : La liquidation des sociétés | 27 |
| Chapitre 4 : Traitement comptable de la fusion-absorption..... | 34 |
| Chapitre 5 : Les opérations de fusion-réunion | 46 |
| Chapitre 6 : Comptabilisation des instruments financiers..... | 55 |
| Bibliographie..... | 65 |
| Table des matières..... | 67 |

Présentation générale du cours

Introduction générale

La mise en place d'une économie de marché en Algérie et la tendance à l'ouverture du commerce extérieur ont entraîné l'adoption d'un système comptable financier adapté à son nouveau contexte économique. Ce système a été développé en adoptant les principes des normes comptables internationales (normes IAS/IFRS). Des principes qui ont pour objectifs, d'une part, de répondre à la croissance rapide de l'internalisation des échanges en élaborant un jeu unique de normes comptables de haute qualité. D'autre part, il s'agit de satisfaire les besoins des marchés financiers et donner à leurs états financiers une meilleure visibilité internationale et une meilleure crédibilité.

Ainsi, parmi les domaines abordés par la comptabilité des sociétés approfondie, nous pouvons citer les opérations sur les résultats et le capital, la liquidation des sociétés, la comptabilité des opérations de fusion et la comptabilité des instruments financiers. Ce cours s'inscrit dans la continuité du cours de comptabilité financière de première année et de la comptabilité des sociétés de la troisième année de licence en sciences financières et comptabilité, en couvrant les principales problématiques comptables qui se posent dans les entreprises internationales. L'objectif de ce support est de présenter aux étudiants, à travers les chapitres et les séries de travaux dirigés (selon le modèle), les fondements de la comptabilité des sociétés d'une manière complexe.

Informations sur le cours et public cible

- ❖ **Ce cours est intitulé** « Comptabilité des sociétés approfondie 1 »
- ❖ **Le public ciblé par ce cours** : les étudiants de Master 1 Comptabilité et Audit
- ❖ **Faculté** : sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion
- ❖ **Département** : sciences financières et comptabilité
- ❖ **Crédit** : 05
- ❖ **Coefficient** : 02
- ❖ **Durée** : 22 h 30 (15 semaines) de cours et 22h30 de TD
- ❖ **Horaire** : Mercredi 09h30 à 11 h00
- ❖ **Lieu** : Grande salle des sciences financières
- ❖ **Enseignant** : OUSSAID Aziz
- ❖ **Contact** : aziz.oussaid@ummto.dz

Pré-requis

Pour suivre les enseignements dispensés dans ce cours, l'étudiant doit au préalable avoir acquis des connaissances en :

- ✓ Comptabilité financière 1 et 2 ;
- ✓ Comptabilité approfondie
- ✓ Gestion financière
- ✓ Comptabilité des sociétés.

Visées d'apprentissage

L'objectif de ce cours est d'assister les étudiants dans leur compréhension approfondie des principaux rouages de la comptabilité des sociétés :

- Maîtriser les diverses formes légales de fusion d'entreprise ainsi que les méthodes de comptabilisation qui les accompagnent ;
- Connaître les différents instruments financiers et comment sont-ils traités, évalués et enregistrés en comptabilité par exposition aux cas appliqués ;
- Connaissance des règles légales concernant le traitement des résultats des sociétés ;
- Etre capable de comptabiliser les opération d'augmentation et de diminution du capital social ou du capital émis ;
- comprendre le processus légal de la liquidation des sociétés et maîtriser son aspect comptable.

Modalités d'évaluations des apprentissages

L'évaluation se fait à travers un examen final (EMD) et qui portera sur tout ce qui a été fait durant le semestre. Cet examen aura la structure suivante :

- Des questions théoriques : elles seront notées sur 8 /20, ce qui constitue 40% de la note ;
- Un exercice à résoudre : il sera noté sur 12/20, ce qui constitue 60% de la note.

Contenu du cours

Le cours présenté est scindé en six chapitres, dont la premier constitue un rappel de la comptabilité des sociétés et le second s'intéresse au traitement des résultats et aux opérations sur le capital. Le troisième chapitre est consacré à la liquidation des sociétés, tandis que le quatrième et cinquième sont destinés à la fusion-absorption et la fusion-réunion, respectivement. Dans le sixième et dernier chapitre, nous aborderons la comptabilisation des instruments financiers.

Chapitre 1

Rappels sur la constitution

des sociétés

Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés

Introduction

Selon l'Art. 416. Du code civil, la société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes physiques ou morales conviennent à contribuer à une activité commune, par la prestation d'apports en industrie, en nature ou en numéraire dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter, de réaliser une économie ou, encore, de viser un objectif économique d'intérêt commun. Ils supportent les pertes qui pourraient en résulter.

Dans ce chapitre, des rappels sur les aspects juridiques, administratifs et comptables concernant la constitution des sociétés seront abordés ; des points qui ont été traités dans les détails dans le cours de L3 : comptabilité des sociétés.

I. Aspects juridiques et administratifs de la constitution de la société

Plusieurs étapes sont nécessaires pour créer une société. Ces étapes sont les suivantes :

1.1. Raison social ou dénomination

Toutes les sociétés ont une raison social ou dénomination sociale, déterminée dans les statuts de la société¹. Toutefois, une distinction entre ces deux notions peut être observée :

- **La raison social** est composée du nom des associés ou du nom de l'un ou plusieurs d'entre eux suivi des mots « et Compagnie »²;
- **La domination sociale** demeure un libre choix, Elle peut faire référence à l'activité de la société ou non.

Pour ce faire, une réservation doit être faite au niveau du centre national des registres de commerce.

1.2. Rédaction des statuts

Les statuts sont un contrat effectué chez un notaire stipulant la création d'une société.

Ce contrat comporte les éléments suivants :

- Raison social ou dénomination
- Domiciliation de l'entreprise
- Forme juridique

¹ Article 546 de l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée

² Article 552 de l'ordonnance n° 75-59, op.cit.

- Activité de l'entreprise
- Durée de la société (maximum 99 ans)
- Le montant du capital social et sa forme (nature ou numéraire)
- Identification des associés ou actionnaires ainsi que leur part
- Le partage des bénéfices et des paiements des dettes

1.3. Inscription au registre de commerce

Le dossier requis pour l'immatriculation au registre du commerce de toute personne morale, comporte les pièces suivantes³ :

- une demande, établie sur des formulaires fournis par le centre national du registre du commerce ;
- deux (2) exemplaires des statuts portant création de la société ;
- une copie de l'insertion des statuts de la société au bulletin officiel des annonces légales (BOAL) et dans un quotidien national ;
- un extrait de l'acte de naissance et un extrait du casier judiciaire pour les gérants, administrateurs, membres du directoire, ou membres du conseil de surveillance ;
- l'acte de propriété du local commercial ou le bail, établi au nom de la société ;
- la copie de la quittance justifiant de l'acquittement des droits de timbre, tel que prévu par la législation en vigueur ;
- le reçu de versement des droits d'immatriculation au registre du commerce ;
- l'agrément ou l'autorisation délivré (e) par les administrations compétentes lorsqu'il s'agit de l'exercice d'une activité ou profession réglementée.

1.4. Inscription au registre du commerce de la personne morale

- ❖ Une demande signée, établie sur des formulaires fournis par le centre national du registre de commerce ;
- ❖ Le justificatif du local apte à recevoir une activité commerciale établi au nom de la société en présentant, soit : un titre de propriété ou un bail de location, une concession d'un terrain d'assiette devant abriter l'activité commerciale, ou tout acte ou décision d'affectation délivrée par un organisme public ;

³ L'article 13 du décret exécutif n° 97-41 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, susvisé et modifié.

- ❖ Un (01) exemplaire des statuts portant création de la société ou une copie du texte de création lorsqu'il s'agit d'un établissement public à caractère industriel et commercial ;
- ❖ Une copie de l'avis d'insertion des statuts de la société au BOAL;
- ❖ La quittance justifiant l'acquittement des droits de timbre fiscal prévu par la législation en vigueur (4.000 DA) ;
- ❖ Le reçu de versement des droits d'immatriculation au registre du commerce tels que fixés par la réglementation en vigueur ;une copie de l'autorisation ou l'agrément provisoire délivré (e) par les administrations compétentes pour l'exercice des activités ou professions réglementées.

II. Traitement comptable de la constitution des sociétés

La constitution d'une société signifie une formation du capital de celle-ci. Ces apports sont des biens que les associés mettent à la disposition de la société (elle devient propriétaire des apports, titulaire d'un patrimoine) en vue de créer son capital social. En contrepartie les associés reçoivent des titres de propriétés (parts sociales ou actions ; suivant le type de société).

2.1. Nature des apports

Les apports des associés peuvent revêtir plusieurs natures (en numéraire, en nature, en industrie).

- a) **Apport en numéraire** : Les apports sont **en numéraire** lorsque les fonds sont remis en espèces. Les apports en espèces se font :
 - Par libération intégrale, dans ce cas le capital est dit « **capital appelé et versé** »
 - Par libération fractionnée, dans ce cas la partie du capital non libérée est dite «**capital non appelé** ».
- b) **Apport en nature** : Les apports sont **en nature** lorsqu'il s'agit de biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, marchandise.
- c) **Apport en industrie** : Les apports **en industrie** est un apport en « travail, savoir-faire », il ne vient pas constituer le capital social mais donne à l'associé des parts sociales ou actions.

2.2. Enregistrement comptable de la promesse d'apport

Il s'agit de la constatation de la promesse d'apport. Ainsi, tout associé devient débiteur de la société, dès lorsqu'il s'est engagé par sa signature. cette promesse d'apport faite

Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés

par les associés est portée au débit d'un compte d'apport «le sous-compte 456 ASSOCIES- comptes courants ».

L'écriture sur le journal se fait comme suit :

| | | | | |
|-------|------|---|----|----|
| 45611 | | apport en nature SAID - | XX | |
| 45615 | 1012 | apport en numéraires CSANV | XX | |
| | | Constitution de la SNC ou SARL suivant acte numéro ... | | XX |

2.3. Enregistrement de la réalisation des apports

Les comptes d'apports sont crédités des comptes d'actifs lesquels enregistrent les valeurs apportées à la société. L'enregistrement se fait comme suit :

| | | | | |
|-------|-------|---|----|----|
| | |Date..... | | |
| 512 | | Banque compte courant | XX | |
| | 45615 | Associés, apport en numéraire | | XX |
| | | Libération des apports (versement des fonds) | | |
| | |date | | |
| 20 | | Immo incorporelle | XX | |
| 21 | | Immo corporelle | XX | |
| 30/31 | | Marchandises/MP | XX | |
| | 45611 | Associé apport en nature | | XX |
| | | Réalisation des apports en nature | | |
| | |date..... | | |
| 1012 | | Capital souscrit appelé non versé | XX | |
| | 1013 | Capital souscrit appelé versé | | XX |
| | | Régularisation du capital | | |

Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés

III. Les libération partielle (apport fractionné)

Lorsque les apports sont fractionnés, leur libération est aussi fractionnée (on parle de libération partielle). Dans ce cas, la partie du capital non libérée est dite « **capital non appelé** ». L'enregistrement de ces opérations se fait sur plusieurs étapes.

3.1. Enregistrement de la promesse de la souscription

L'enregistrement de la souscription ou la promesse d'apport contient à la fois la fraction appelée et non appelée. Elle se fait comme suit :

| | | | | |
|-------|------|--|----|----|
| 45615 | 1012 | (date) Actionnaires, apports en numéraire C.S.A.N.V (Souscription à :::% du capital libérable immédiatement) | XX | XX |
| 109 | 1011 | // // Actio, CSNA CSNA (Souscription à ::: de capital non appelé) | XX | XX |

3.2. L'enregistrement de la libération immédiate

Cette étape suit directement l'enregistrement de la promesse puisqu'il s'agit de la première tranche qui est libérée immédiatement. Son enregistrement se fait comme suivant :

| | | | | |
|------|-------|--|----|----|
| 467 | 45615 | // // Autres débiteurs Act, apport en numéraires (réalisation des apports) | xx | xx |
| 1012 | 1013 | // // CSANV CSAV (régularisation du capital) | xx | xx |
| 512 | 467 | Banque Autres débiteurs (versement des fonds) | xx | xx |
| 622 | 512 | Frais d'honoraires Banque (règlement des frais de constitution) | xx | xx |

Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés

3.3. L'enregistrement de l'appel et de la réalisation de la deuxième fraction

La deuxième ou les autres tranches inscrites dans la promesse d'apport sont appelées à une date fixée par le conseil d'administration de la société. L'enregistrement de cette opération est réalisé comme suit :

| | | | | |
|-------|-------|--|-----------|-----------|
| 45621 | 109 | Act, CSANV Act, CSNA (appel de la 2ème tranche du capital) | 1500.000 | 1500.000 |
| 1011 | 1012 | <i>///</i> C.S.N.A CSANV (appel de la 2ème tranche du capital) | 1500.0000 | 1500.000 |
| 512 | 45621 | Banque Act, CSANV (versement des fonds) | 705.000 | 705.000 |
| 1012 | 1013 | <i>///</i> CSANV CSAV (régularisation du capital) | 705.000 | 705.000 |
| 1012 | 1013 | <i>///</i> CSANV CSAV (régularisation du capital) | 300.000 | 300.000 |
| 1013 | 101 | <i>///</i> CSAV Capital émis (Ecriture d'ordre) | 5.000.000 | 5.000.000 |

IV. Les versements anticipés, tardifs et les défaillances

Lorsque le capital est divisé en fractions, trois particuliers peuvent surgir : le versement anticipé, le versement tardif (actionnaire retardataire) et la défaillance ou l'actionnaire défaillant. Le traitement comptable de ces trois cas se fait distinctement et sont illustrés par les exercices suivants :

4.1. Exercice d'application n°1

Une SPA est constituée le 01/01/23 avec un capital composé de 4000 Actions de 1000 DA, dont 40% seront libérées immédiatement, 60% vers la fin du premier semestre.

-Le règlement des frais de notaire de 50000 DA et le versement des fonds dans le compte bancaire de la société sont effectués le 15/01/23 ;

Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés

| | | | | |
|-------|-------|---|------------|-----------|
| 45615 | 1012 | (01/01/2023) Actionnaires, apports en numéraire C.S.A.N.V (Souscription à 40% du capital libérable immédiatement) | 3.500.0000 | 3.500.000 |
| 109 | 1011 | // // Actio, CSNA CSNA (Souscription à 60% de capital non appelé) | 1500.000 | 1500.0000 |
| 467 | 45615 | // // Autres débiteurs Act, apport en numéraires (réalisation des apports) | 3500.0000 | 3500.000 |
| 1012 | 1013 | // // CSANV CSAV (régularisation du capital) | 3500.000 | 3500.000 |
| 512 | 467 | (15/01/2023) Banque Autres débiteurs (versement des fonds) | 3500.000 | 3500.000 |
| 622 | 512 | (20/01/2023) Frais d'honoraires Banque (règlement des frais de constitution) | 60.000 | 60.000 |
| 512 | 4564 | (15/02/23) Banque Act, Versement anticipé (versement anticipé de la tranche 2, act X) | 450.000 | 450.000 |
| 45621 | 109 | (30/06/2023) Act, CSANV Act, CSNA (appel de la 2ème tranche du capital) | 1500.000 | 1500.000 |
| 1011 | 1012 | // // // C.S.N.A CSANV (appel de la 2ème tranche du capital) | 1500.0000 | 1500.000 |
| 4564 | 45621 | // // // Act, versement anticipé Act, CSANV | 450.000 | 450.000 |

Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés

| | | | | |
|------|---------------------|--|-----------|--------------------------|
| | | (régularisation du versement anticipé) | | |
| 1012 | 1013 | /// CSANV CSAV (régularisation du capital) | 450.000 | 450.000 |
| 512 | 45621 | (15/07/2023) Banque Act, CSANV (versement des fonds) | 705.000 | 705.000 |
| 1012 | 1013 | /// CSANV CSAV (régularisation du capital) | 705.000 | 705.000 |
| 512 | 45621 691 768 | (30/09/2023) Banque Act, CSANV Transfert de charges Autres produits financiers (versement des fonds par l'actionnaire Z) | 48.500 | 45.000 2.000 1.500 |
| 1012 | 1013 | /// CSANV CSAV (régularisation du capital) | 45.000 | 45.000 |
| 4566 | 45621 | (10/10/2023) Actionnaire défaillant Act, CSANV (Constatation de la défaillance de l'act Y) | 300.000 | 300.000 |
| 512 | 4566 | /// Banque Actionnaire défaillant (vente des actions de l'actionnaire Y) | 1.350.000 | 1.350.000 |
| 4566 | 691 768 | /// Actionnaire défaillant Transfert de charges Autres produits financiers (Païement des charges et pénalité de retard) | 3.000 | 2.000 1.000 |
| 4566 | 512 | /// Actionnaire défaillant Banque (remboursement de l'actionnaire Y) | 1048.000 | 1048.000 |
| 1012 | 1013 | /// CSANV CSAV (régularisation du capital) | 300.000 | 300.000 |
| 1013 | | /// CSAV | 5.000.000 | |

Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés

| | | | |
|--|-----|-------------------------------------|-----------|
| | 101 | Capital émis (Ecriture d'ordre) | 5.000.000 |
|--|-----|-------------------------------------|-----------|

-Le 15/02/23 un actionnaire X possédant au total 10% du capital de la société, a décidé de verser par anticipation la deuxième tranche.

-Le 30/06/23, la société a fait appel à la deuxième tranche. Le versement des fonds a eu lieu le 15/07/23 par tous les actionnaires, excepté l'actionnaire Y qui détient au total 20% dans la société.

- le 30/09/23, la société déclare défaillant l'actionnaire Y et vend ces actions à 900 DA/ac ; les pénalités de retard sont de 2000 DA , les charges sont 1000 DA.

Travail à faire : Passer toutes les écritures au journal de la société

4.2. Exercice d'application n°2

Une SPA est constituée le 01/01/23 avec un capital composé de 5000 Actions de 1000 DA, dont 70% seront libérées immédiatement, 30% vers la fin du premier semestre.

- le versement des fonds dans le compte bancaire de la société sont effectués le 15/01/23 et le règlement des frais de notaire de 60000 DA est réalisé le 20/01/23 ;

-Le 15/02/23 un actionnaire X possédant au total 30% du capital de la société, a décidé de verser par anticipation la deuxième tranche.

-Le 30/06/23, la société a fait appel à la deuxième tranche. Le versement des fonds a eu lieu le 15/07/23 par tous les actionnaires, excepté l'actionnaire Y qui détient au total 20% dans la société.

- le 30/09/23, la société déclare défaillant l'actionnaire Y et vend ces actions à 900 DA/ac ; les pénalités de retard sont de 1000 DA , les charges sont 2000 DA.

Travail à faire : Passer toutes les écritures au journal de la société

Solution de l'exercice

Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés

| | | | | | |
|-------|-------|--------------|---|-----------|-----------|
| 45615 | 1012 | (01/01/2023) | Actionnaires, apports en numéraire C.S.A.N.V (Souscription à 40% du capital libérable immédiatement) | 2000.0000 | 2000.000 |
| 109 | 1011 | // // | Actio, CSNA CSNA (Souscription à 60% de capital non appelé) | 3000.000 | 3000.0000 |
| 467 | 45615 | //// | Autres débiteurs Act, apport en numéraires (réalisation des apports) | 2000.0000 | 2000.000 |
| 1012 | 1013 | //// | CSANV CSAV (régularisation du capital) | 2000.000 | 2000.000 |
| 512 | 467 | (15/01/2023) | Banque Autres débiteurs (versement des fonds) | 2000.000 | 2000.000 |
| 622 | 512 | (20/01/2023) | Frais d'honoraires Banque (règlement des frais de constitution) | 40.000 | 40.000 |
| 45621 | 109 | (30/06/2023) | Act, CSANV Act, CSNA (appel de la 2éme tranche du capital) | 3000.000 | 3000.000 |
| 1011 | 1012 | // // // | C.S.N.A CSANV (appel de la 2éme tranche du capital) | 3000.0000 | 3000.000 |
| 512 | 45621 | (15/07/2023) | Banque Act, CSANV (versement des fonds) | 2.100.000 | 2.100.000 |
| 1012 | 1013 | //// | CSANV CSAV | 2.100.000 | 2.100.000 |

Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés

| | | (régularisation du capital) | | |
|------|---------------------|--|-----------|---------------------------|
| 512 | 45621 691 768 | (30/09/2023) Banque Act, CSANV Transfert de charges Autres produits financiers (versement des fonds par l'actionnaire X) | 602.500 | 600.000 1.000 1.500 |
| 1012 | 1013 | /// CSANV CSAV (régularisation du capital) | 600.000 | 600.000 |
| 4566 | 45621 | (10/10/2023) Actionnaire défaillant Act, CSANV (Constatation de la défaillance de l'act Y) | 300.000 | 300.000 |
| 512 | 4566 | /// Banque Actionnaire défaillant (vente des actions de l'actionnaire Y) | 450.000 | 450.000 |
| 4566 | 691 768 | /// Actionnaire défaillant Transfert de charges Autres produits financiers (Paiement des charges et pénalité de retard) | 4.000 | 1.000 3.000 |
| 4566 | 512 | /// Actionnaire défaillant Banque (remboursement de l'actionnaire Y) | 146.000 | 146.000 |
| 1012 | 1013 | /// CSANV CSAV (régularisation du capital) | 300.000 | 300.000 |
| 1013 | 101 | /// CSAV Capital émis (Ecriture d'ordre) | 5.000.000 | 5.000.000 |

Conclusion

Dans ce chapitre, qui servira de prérequis, nous avons revu les notions de base de la comptabilité des sociétés avec les aspects juridiques et comptables ainsi que des exercices d'application. Cela permettra à l'étudiant de se familiariser avec ce type de comptabilité afin de mieux suivre les enseignements de la comptabilité des sociétés approfondie

Chapitre 2

Modification du capital et traitement du résultat

Chapitre 2 : Modification du capital et traitement du résultat

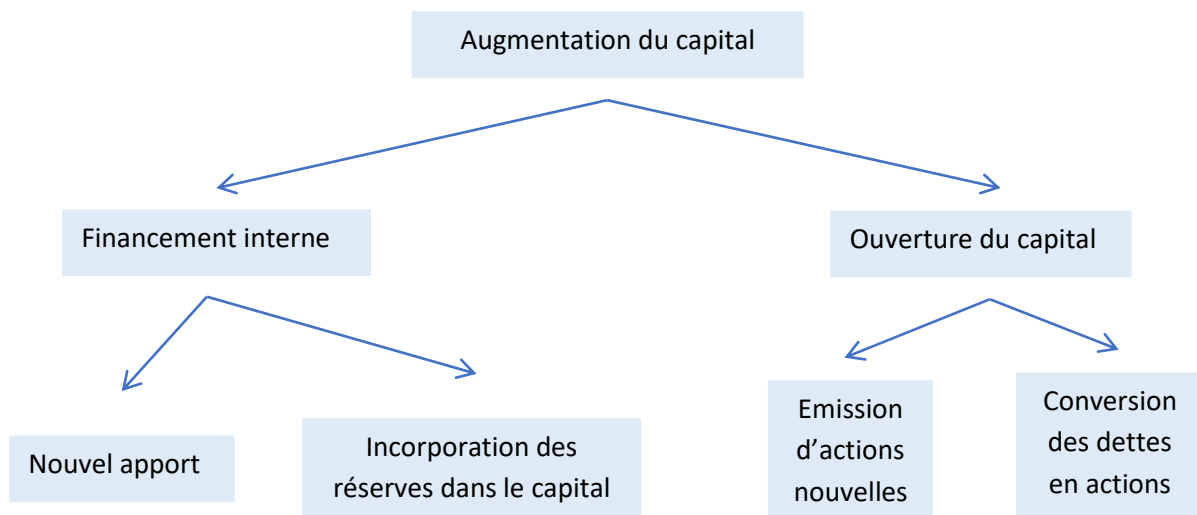
Introduction

La modification du capital est une décision stratégique qui impacte la structure financière de l'entreprise. Elle est prise par l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGO). La modification du capital entraîne soit une **augmentation du capital**, soit une **diminution du capital**.

Concernant le traitement des résultats, il s'agit de répartir celle-ci lorsqu'il s'agit des bénéfiques (actuels et antérieurs) ou d'annuler les pertes existantes.

I. Augmentation du capital

Il existe quatre (4) manières d'augmenter le capital (voir schéma suivant) :



1.1. Le nouvel apport (financement interne)

Dans cette forme, l'appel aux fonds est effectué auprès des actionnaires existants (anciens), à condition que le capital soit intégralement libéré.

L'enregistrement comptable se fait de la même manière que lors de la constitution de la société, avec une promesse d'apport suivie de la libération des apports.

1.2. Incorporation des réserves dans le capital (financement interne)

Les réserves facultatives (autres réserves) sont incorporées dans le capital de la société en les convertissant en actions, lesquelles sont ensuite distribuées aux actionnaires.

- **Nombre d'actions** : 10 000 actions
- **Valeur nominale de l'action (VN)** : 1 000 DA/action

Chapitre 2 : Modification du capital et traitement du résultat

- **Réserves** : 200 000,00 DA

Lors de l'AGO, il est décidé d'incorporer les réserves dans le capital de la société.

Solution

Conversion des réserves en actions :

$$\text{Nombre d'actions} = \frac{\text{Montant des réserves}}{VN} = \frac{200\ 000}{1000} = 200 \text{ actions}$$

Le montant des réserves à incorporer dans le capital est donc :

Montant des réserves à incorporer = Nombre d'actions \times VN = 200 \times 1000 = 200 000,00 DA

❖ L'enregistrement comptable est le suivant :

| | | | | |
|------|------|---|---------|---------|
| 1068 | | Autres réserves | 200 000 | |
| | 1013 | C.S.A.V | | 200 000 |
| | | (Incorporation des autres réserves dans le capital) | | |
| 1013 | | C.S.A.V | 200 000 | |
| | 101 | Capital émis | | 200 000 |
| | | (Ecriture d'ordre) | | |

1.3. Emission d'actions nouvelles (ouverture du capital)

Cette méthode permet à de nouveaux actionnaires de souscrire au capital de la société.

Afin de ne pas léser les actionnaires existants, qui ont contribué à la création de la richesse de la société, les actions sont émises à un prix supérieur à leur Valeur Nominale (VN), appelé Valeur d'Emission (VE).

Ainsi, la Prime d'Emission (PE) pour une action est calculée comme suit : PE = VE – VN

Chapitre 2 : Modification du capital et traitement du résultat

❖ L'enregistrement comptable se fait comme suit :

| | | | | |
|----|-------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| ou | | Actionnaires, C.S.A.N.V | Augmentation du capital | |
| | 44625 | Associés, C.S.A.N.V | | |
| | 1012 | C.S.A.N.V | | Nouvel apport |
| | 103 | Prime d'émission | | Prime d'émission |
| | | (Appel à une augmentation du capital) | | |
| | 512 | BCC | Augmentation du capital | |
| | 45621 | Actionnaires, C.S.A.N.V | | Augmentation du capital |
| | ou | | | |
| | 44625 | Associés, C.S.A.N.V | | |
| | | (Versement des fonds) | | |
| | 1012 | C.S.A.N.V | Nouvel apport | |
| | 1013 | C.S.A.V | | Nouvel apport |
| | | (Régularisation du capital) | | |
| | 1013 | C.S.A.V | Nouvel apport | |
| | 101 | Capital émis ou social | | Nouvel apport |
| | | (Ecriture d'ordre) | | |

Exemple

Une SPA présente les éléments suivants :

- **Capital** : 2 000 000,00 DA
- **Nombre d'actions** : 2 000 actions
- **Réserve légale** : 100 000,00 DA
- **Réserves facultatives** : 300 000,00 DA
- **RAN (Report à nouveau)** : 200 000,00 DA

La société décide d'augmenter le capital émis à 650 000,00 DA.

Solution

Les capitaux propres sont calculés comme suit :

Capitaux propres = Capital émis + Réserve légale + Réserves facultatives ± RAN

Capitaux propres = 2 000 000 + 100 000 + 300 000 + 200 000

Capitaux propres = 2 600 000, 00 DA

Calcul de la Valeur d'Émission (VE) et de la Valeur Nominale (VN) :

$$VE = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Nombre d'actions}} = \frac{2\,600\,000}{2\,000} = 1300 \text{ DA/action}$$

$$VN = \frac{\text{Capital émis}}{\text{Nombre d'actions}} = \frac{2\,000\,000}{2\,000} = 1000 \text{ DA/action}$$

$$PE = VE - VN = 1300 - 1000 = 300 \text{ DA/action}$$

Emission d'actions nouvelles :

$$\text{Nombre d'actions nouvelles} = \frac{\text{Augmentation du capital}}{VE} = \frac{650\,000}{1300} = 500 \text{ actions}$$

$$\text{Nouvel apport} = VN \times \text{Nombre d'actions nouvelles} = 1000 \times 500 = 500\,000,00 \text{ DA}$$

$$\text{Prime d'émission totale} = PE \times \text{Nombre d'actions nouvelles} = 300 \times 500 = 150\,000,00 \text{ DA}$$

❖ **L'enregistrement comptable est le suivant :**

Chapitre 2 : Modification du capital et traitement du résultat

| | | | | |
|-------|-------|---|---------|---------|
| 45621 | | Actionnaires, C.S.A.N.V | 650 000 | |
| | 1012 | C.S.A.N.V | | 500 000 |
| | 103 | Prime d'émission (Appel à une augmentation du capital de 650 000,00 DA) | | 150 000 |
| 512 | | BCC | 650 000 | |
| | 45621 | Actionnaires, C.S.A.N.V (Versement des fonds) | | 650 000 |
| 1012 | | C.S.A.N.V | 500 000 | |
| | 1013 | C.S.A.V (Régularisation du capital) | | 500 000 |
| 1013 | | C.S.A.V | 500 000 | |
| | 101 | Capital émis (Ecriture d'ordre) | | 500 000 |

1.4. Conversion des dettes (ouverture du capital)

Lorsque la dette envers les fournisseurs est importante, la société peut la convertir en actions, en calculant la prime d'émission. Le nombre d'actions nouvelles est calculé comme suit :

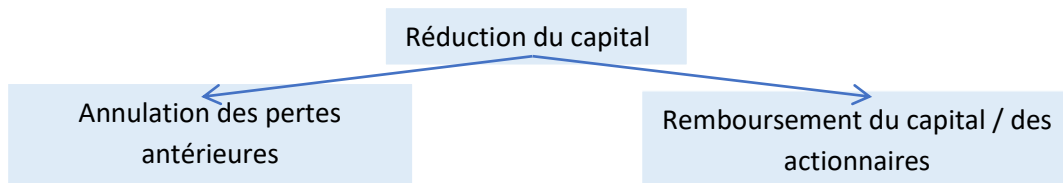
$$\text{Nombre d'actions nouvelles} = \frac{\text{Dette fournisseur}}{VE}$$

❖ L'enregistrement comptable est le suivant :

| | | | | |
|------|------|--|-------------------|-----------------|
| 401 | | Fournisseur | Dette fournisseur | |
| | 1013 | C.S.A.V | | Nouvel apport |
| | 103 | Prime d'émission | | Prime démission |
| | | (Augmentation du capital par conversion de la dette fournisseur) | | |
| 1013 | | C.S.A.V | Nouvel apport | |
| | 101 | Capital émis ou social (Ecriture d'ordre) | | Nouvel apport |

II. Diminution du capital

Il existe deux (2) façons de diminuer le capital de la société (voir schéma suivant) :



2.1. Réduction par annulation des pertes antérieures

Lorsque les pertes antérieures ne peuvent être compensées par les bénéfices futurs de la société, celle-ci procède à leur annulation en réduisant son capital, tout en respectant la limite légale.

❖ **L'enregistrement comptable est le suivant :**

| | | | | |
|------|-----|--|-------|-------|
| 1013 | | C.S.A.V | Perte | |
| | 119 | RAN déficitaire (Réduction du capital en annulant les pertes antérieures) | | Perte |
| 101 | | Capital émis ou social | Perte | |

| | | | | |
|--|------|-------------------------------|--|-------|
| | 1013 | C.S.A.V (Ecriture d'ordre) | | Perte |
|--|------|-------------------------------|--|-------|

2.2. Réduction par remboursement du capital

Lorsque la société a surestimé ses besoins en fonds ou que le volume de ses activités s'avère moins important, elle procède au remboursement des actionnaires.

❖ **L'enregistrement comptable est le suivant :**

| | | | | |
|------|------|---|---------------|---------------|
| 1013 | | C.S.A.V | Remboursement | |
| | 4567 | Associés, capital à rembourser (Remboursement du capital suite à la décision de l'AG) | | Remboursement |
| 4567 | | Associés, capital à rembourser | Remboursement | |
| | 512 | BCC (Versement des capitaux) | | Remboursement |
| 101 | | Capital social | Remboursement | |
| | 1013 | C.S.A.V (Ecriture d'ordre) | | Remboursement |

III. Traitement comptable des résultats

Le résultat d'une société peut être un bénéfice ou une perte. Son traitement dépend de plusieurs éléments, tels que le report à nouveau, les réserves, le résultat de l'exercice, etc.

3.1. Les éléments intervenant dans le traitement

Plusieurs éléments interviennent dans la formation du résultat net global à affecter ; à savoir :

- ❖ **Le résultat de l'exercice** : ce résultat peut être un bénéfice, inscrit dans le compte 120, ou bien une perte enregistrée dans le compte 129
- ❖ **Les réserves** : c'est une part de bénéfice mise de côté en attendant son utilisation. On distingue plusieurs types de réserves : les réserves légales (C/1061) ; les réserves statutaires (C/1063) ; les réserves réglementaires (C/1062) et les réserves facultatives ou autres réserves (C/1068) ;

- ❖ **Le report à nouveau (RàN)** : il s'agit de bénéfices non distribués mis dans le compte RAN excédentaire (C/110) ou bien des pertes antérieures mises dans le compte RAN déficitaire ou négatif (C/119).
- ❖ **Les dividendes** : c'est une part de bénéfice distribuée aux associés ou aux actionnaires, inscrite dans le C/457 : dividendes à payer.

3.2. Affectation des bénéfices

Lorsqu'une société réalise des résultats positifs, une partie du bénéfice comptable est mise en réserve ; et l'autre partie distribuée aux associés ou actionnaires au prorata de leurs droits dans la société sous formes de dividendes (rémunération du capital). Il se pourrait également que la société affecte tous le bénéfice en réserves.

Exercice 1 (répartition des bénéfices) : vous disposez d'un extrait du bilan (fonds propres) d'une SPA, arrêté au 31/12/2022, qui se présente comme suit :

| | |
|--|---------------------|
| Capital émis (5000 Actions d'une valeur nominale de 1000 DA) | 5.000.000,00 |
| Réserves légales | 250.000,00 |
| Réserves facultatives | 350.000,00 |
| Report à nouveau créditeur | (50.000,00) |
| Résultat de l'exercice | 550.000,00 |
| TOTAL DES FONDS PROPRES | 6.100.000,00 |

Le 30 Mars 2023, l'assemblée générale décide, après calcul de la quote-part de la réserve légale, de répartir les bénéfices comme suivant :

- Distribuer la moitié des bénéfices comme dividendes ;
- Mettre 30% dans les réserves.

Par ailleurs, l'assemblée n'a pas pu statuer sur le reste des bénéfices (20%) ; ce dernier fera l'objet d'une autre réunion.

Le versement des dividendes est effectué le 30 Mai de la même année.

Travail à faire : Passer les écritures de répartition des bénéfices et du versement de dividendes

Solution

| | | | | |
|-----|------|--|---------|---------|
| | |Date..... | | |
| 120 | | Résultat de l'exercice | 550 000 | |
| 119 | | Report à nouveau Déficitaires | 50 000 | |
| | 119 | Report à nouveau déficitaire | | 50 000 |
| | 1061 | Réserves légales | | 25 000 |
| | 1068 | Réserves facultatives | | 142 500 |
| | 457 | Actionnaires/dividendes à payer | | 237 500 |
| | 110 | Report à nouveau | | 95 000 |
| | | Affectation des bénéfice suivant PV de réunion de l'AG n° | | |
| | |Date..... | | |
| 457 | | Actionnaires/dividendes à payer | 237 500 | |
| | 512 | Banque, compte courant | | 237 500 |
| | | Versement des dividendes | | |

3.3. Imputation des pertes

La perte comptable peut être soit reportée à nouveau sur les exercices futurs, soit imputée sur les réserves ou sur le capital social de la société. Au bilan, la perte comptable apparait dans les capitaux propres avec un signe négatif. L'exercice ci-après illustre les deux cas de figure.

Exercice 2 (imputation des pertes) : Au 31/12/2022, les éléments constituant la rubrique fonds propres d'une société se présentent comme suit :

| | |
|------------------------|--------------|
| Capital social | 3.000.000,00 |
| Réserves légales | 300.000,00 |
| Réserves facultatives | 200.000,00 |
| Report à nouveau | 50.000,00 |
| Résultat de l'exercice | (150.000,00) |

Travail à faire :

1. Passer les écritures nécessaires, en supposant que l'AG décide d'imputer les pertes sur le report à nouveau créditeur ;
2. Passer les écritures nécessaires, en supposant que l'AG décide d'imputer les pertes sur les réserves;

Chapitre 2 : Modification du capital et traitement du résultat

Solution

Premier cas : imputation des pertes sur RàN

| | | | | |
|-----|-----|--|--------|--------|
| 110 | | Report à nouveau créditeur | 50000 | |
| 119 | | Report à nouveau débiteur | 100000 | |
| | 129 | Résultat de l'exercice (perte) | | 150000 |
| | | Imputation de la perte sur le RAN | | |

Deuxième cas : imputation des pertes sur les réserves

| | | | | |
|------|-----|--|--------|--------|
| 110 | | Report à nouveau créditeur | 50000 | |
| 1068 | | Autres réserves | 100000 | |
| | 129 | Résultat de l'exercice (perte) | | 150000 |
| | | Imputation de la perte sur les réserves | | |

Conclusion

Nous avons traité, dans ce chapitre, des éléments essentiels de la finance de l'entreprise, à savoir la modification du capital et le traitement des résultats. Le traitement comptable de la modification de capital se fait de différentes manières. En effet, l'augmentation du capital peut se faire soit avec nouvel apport ; la conversion des dettes, l'incorporation des réserves ou bien avec l'émission d'actions nouvelles.

Concernant la diminution du capital, elle peut se faire soit en absorbant les pertes antérieures ou bien en remboursant les actionnaires. Pour ce qui du traitement du résultat, deux cas de figures peuvent se présentés : une affectation des bénéfices ou bien une imputation des pertes.

Chapitre 3

La liquidation des sociétés

Chapitre 3 : La liquidation des sociétés

Introduction

La liquidation est un processus par lequel une société transforme ses actifs en liquidité qui est soldée par une dissolution, une fusion ou une absorption. La liquidation comprend l'ensemble des opérations juridiques, commerciales et comptables qui sont la conséquence de sa dissolution concrétisant la fin de son existence. La dissolution est un fait instantané, la liquidation peut s'étaler sur une période plus au moins longue. La liquidation peut être provoquée par plusieurs événements.

I. Les motifs et les étapes de la liquidation des sociétés

1.1. Les motifs de la liquidation

Il existe deux (2) types de motifs, à savoir : le motif judiciaire et le motif d'ordre personnel.

a) **Le motif judiciaire** : Il inclut les éléments suivants :

- La cessation de paiement ;
- L'irrégularité ;
- Les pertes représentant 75 % du capital de la société ;
- Le nombre d'associés ou le capital social est inférieur au minimum requis.

b) **Le motif personnel** : Il comprend, entre autres :

- La volonté des actionnaires de rompre le contrat ;
- Le décès d'un actionnaire ;
- Une décision stratégique (par exemple : fusion-acquisition).

1.2. Les étapes de liquidation

Il existe quatre (4) étapes essentielles :

a) **Déclaration de liquidation** : Cette décision est prise soit par la justice, soit par l'assemblée générale, selon le motif de la liquidation :

Motif judiciaire Justice

Motif personnel Assemblée générale

b) **Changement de dénomination** : Suite à la déclaration de liquidation, la société doit ajouter à sa dénomination sociale la mention « Société en liquidation ».

Chapitre 3 : La liquidation des sociétés

c) **Les opérations de liquidation** : Elles comprennent la vente des actifs, le recouvrement des créances et le règlement des dettes.

d) **Le partage** : Le résultat de la liquidation est partagé entre les actionnaires en cas de profit, ou bien supporté par ces derniers en cas de perte.

II. Tableau d'analyse et détermination du résultat de liquidation

Il s'agit d'un tableau qui compare les Valeurs Nettes Comptables (VNC) aux Prix de Cession (PC) de chaque actif, permettant ainsi de déterminer le résultat de liquidation.

Lorsque la différence entre le PC et la VNC est positive, un boni (profit) est généré. En revanche, si cette différence est négative, un mali (perte) est constaté.

Exemple

Soit le bilan d'une société arrêté au 31/12/2023 (montants en K DA) :

| Actif | V ₀ | Amortissement | VNC | Passif | VNC |
|---------------------------|----------------|---------------|------|-------------------|------|
| Installation industrielle | 700 | 200 | 500 | Capital social | 1100 |
| Matériel de transport | 500 | 100 | 400 | Résultat | 100 |
| Marchandises | 100 | - | 100 | Dette fournisseur | 200 |
| Clients | 150 | - | 150 | | |
| Caisse | 50 | - | 50 | | |
| Banque | 200 | - | 200 | | |
| Total | 1700 | 300 | 1400 | Total | 1400 |

Autres informations :

Les prix de cession (de vente) :

- **Matériel industriel** : 480 000,00 DA
- **Matériel de transport** : 450 000,00 DA
- **Marchandises** : 100 000,00 DA

La société a recouvert la totalité de la créance client.

TAF : Réaliser le tableau d'analyse.

Solution

Le tableau d'analyse en K DA :

| Eléments | PC | VNC | Résultat de liquidation | |
|---------------------------|-------------|-------------|-------------------------|-----------|
| | | | Profit | Perte |
| Installation industrielle | 480 | 500 | - | 20 |
| Matériel de transport | 450 | 400 | 50 | - |
| Marchandises | 100 | 100 | - | - |
| Clients | 150 | 150 | - | - |
| Total | 1180 | 1150 | 50 | 20 |

Détermination du résultat de liquidation :

$$\text{Résultat de liquidation} = \sum \text{PC} - \sum \text{VNC} = \sum \text{Profits} - \sum \text{Pertes}$$

$$= 1180 - 1150 = 50 - 20$$

Résultat de liquidation = 30 K DA (Boni)

III. Enregistrement des écritures de liquidation

Les écritures de liquidation se déroulent comme suit :

- **Réintégration des amortissements pour solde des comptes débités ;**
- **Réalisation des actifs :** il convient de transférer les ventes, les créances et les disponibilités dans le compte 512, en utilisant la VNC et non le PC. La différence est enregistrée dans le compte 128, intitulé « Résultat de liquidation » ;
- **Règlement de la dette :** enfin, les dettes sont réglées, en fonction des liquidités disponibles, en veillant à solder les comptes correspondants.

Suite de l'exemple précédent (montants en K DA)

| | | | |
|-------|------|--------------------------------------|-----|
| 28154 | | Amortissement, matériel industriel | 200 |
| 28182 | | Amortissement, matériel de transport | 100 |
| | 2154 | Matériel industriel | 200 |
| | 2182 | Matériel de transport | 100 |

| | | | | |
|-----|------|--|------|-----|
| | | (Réintégration des amortissements pour solde des comptes débités) | | |
| 512 | | BCC | 1230 | |
| | 2154 | Matériel industriel | | 500 |
| | 2182 | Matériel de transport | | 400 |
| | 30 | Marchandises | | 100 |
| | 411 | Clients | | 150 |
| | 53 | Caisse | | 50 |
| | 128 | Résultat de liquidation (Réalisation des actifs selon le tableau d'analyse) | | 30 |
| 401 | | Fournisseur | 200 | |
| | 512 | BCC (Règlement de la dette) | | 200 |

IV. Soldes des comptes et bilan de liquidation

Après avoir effectué les écritures de liquidation, tous les comptes de l'actif seront soldés, à l'exception du compte 512. Du côté du passif, tous les comptes seront également soldés, à l'exception des éléments relatifs aux fonds propres.

4.1. Solde des comptes

Suite de l'exemple précédent (montants en K DA)

| D | C/2154 | C |
|-----|--------|-----|
| 500 | | 500 |

Solde nul

| D | C/2182 | C |
|-----|--------|-----|
| 400 | | 400 |

Solde nul

| D | C/30 | C |
|-----|------|-----|
| 100 | | 100 |

Solde nul

| D | C/411 | C |
|-----|-------|-----|
| 150 | | 150 |

Solde nul

| D | C/53 | C |
|----|------|----|
| 50 | | 50 |

Solde nul

| D | C/512 | C |
|------|------------------|---|
| 200 | 200 | |
| 1230 | SD : 1230 | |
| 1430 | 1430 | |

| D | C/401 | C |
|-----------|-------|---|
| 200 | 200 | |
| Solde nul | | |

| D | C/101 | C |
|------------------|-------|---|
| SC : 1100 | 1100 | |
| 1100 | 1100 | |

| D | C/128 | C |
|----------------|-------|---|
| SC : 30 | 30 | |
| 30 | 30 | |

| D | C/120 | C |
|-----------------|-------|---|
| SC : 100 | 100 | |
| 100 | 100 | |

4.2. Bilan après liquidation

Une fois les comptes soldés, le bilan après liquidation est établi afin de déterminer les droits des associés.

La partie « actif » de ce bilan se compose d'un seul compte : le compte 512.

Du côté « passif », on y retrouve les fonds propres ainsi que, généralement, le compte 455 (associés, comptes courants).

Suite de l'exemple précédent (montants en K DA)

| Actif | VF | Passif | VF |
|--------|------|-------------------------|------|
| Banque | 1230 | Capital social | 1100 |
| | | Résultat de l'exercice | 100 |
| | | Résultat de liquidation | 30 |
| Total | 1230 | Total | 1230 |

V. Détermination des droits de partages

Il s'agit de l'étape du partage des profits ou des pertes, qui se fait proportionnellement aux parts sociales des associés ou des actionnaires.

Cette étape se déroule en trois (3) temps :

5.1. Répartition des résultats et des réserves

Les résultats et les réserves sont transférés dans le compte 455, en attendant leur paiement.

Suite de l'exemple précédent (montants en K DA)

| | | | | |
|-----|-----|---|-----|-----|
| 120 | | Résultat de l'exercice | 100 | |
| 128 | | Résultat de liquidation | 30 | |
| | 455 | Associés, comptes courants (Répartition des résultats) | | 130 |

5.2. Remboursement du capital

Une fois les parts sociales déterminées, celles-ci seront remboursées aux actionnaires ou associés en débitant le compte 101 (Capital social) et en créditant le compte 4567 (Associés, capital à rembourser).

En attendant le paiement, un transfert vers le compte 455 sera effectué.

Suite de l'exemple précédent (montants en K DA)

| | | | | |
|------|------|---|------|------|
| 101 | | Capital social | 1100 | |
| | 4567 | Associés, capital à rembourser (Remboursement du capital social) | | 1100 |
| 4567 | | Associés, capital à rembourser | 1100 | |
| | 455 | Associés, comptes courants (Transfert du compte 4567) | | 1100 |

5.3. Règlement des associés

Le règlement des associés est enregistré en débitant le compte 455 et en créditant le compte 512.

Suite de l'exemple précédent (montants en K DA)

| | | | | |
|-----|-----|---------------------------------|------|------|
| 455 | | Associés, comptes courants | 1230 | |
| | 512 | BCC (Règlement des associés) | | 1230 |

Conclusion

La liquidation est un processus comprenant plusieurs étapes et s'étalant sur une période longue qui peut durer trois années. Les motifs de la liquidation peuvent être d'ordre personnel ou juridique telle que la faillite, la mort d'un associé, etc. Une évaluation des actifs doit être réalisée avant la liquidation afin de déterminer les prix de sortie de ces derniers et le résultat de liquidation. L'enregistrement de la liquidation se fait en quatre étapes distinctes, à savoir : la réintégration des amortissements, le transfert des actifs, le règlement des dettes et la détermination des droits de partage.

Chapitre 4

Traitement comptable de la fusion-absorption

Chapitre 4 : Traitement comptable de la fusion-absorption

Introduction

La fusion consiste en la réunion d'au moins deux sociétés préexistantes dans le but de créer une nouvelle entité, ou non. Il s'agit d'une stratégie d'entreprise qui peut être **verticale**, **horizontale** ou **conglomérale**.

On distingue principalement deux type de fusion, à savoir : la fusion-absorption et la fusion-réunion. Cependant, d'autres formes sont parfois confondues avec la fusion, telles que :

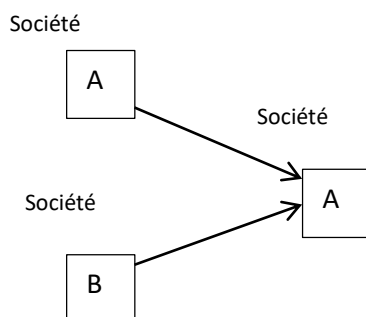
- **La scission** : C'est lorsqu'une entreprise scinde son capital en parties, et que ces dernières seront rachetées par d'autres entreprises ou utilisées pour créer d'autres entreprises. C'est l'éclatement ;
- **L'acquisition** : Cela consiste en le transfert du patrimoine d'une société à une autre, en contrepartie d'un paiement. L'acquisition (prise de contrôle) peut être totale (100 %) ou partielle (de 50 % à 100 %) ;
- **Prise de participation** : Cela concerne l'achat de parts sociales d'une entreprise (B) par une autre entreprise (A), généralement à hauteur de 50 %.

I. Définition et procédures de la fusion-absorption

1.1. Notion de la fusion-absorption

Elle consiste en le transfert du patrimoine de la société absorbée (B) vers la société absorbante (A), en contrepartie d'actions ou de parts sociales attribuées aux actionnaires ou associés de la société absorbée (B).

La fusion-absorption est donc l'intégration d'une société par une autre, entraînant la disparition de la société absorbée.



Parmi les incidences de la fusion-absorption, nous pouvons citer les suivantes :

- Dissolution de la société absorbée (B) ;
- Augmentation du capital de la société absorbante (A) ;
- Changement des statuts de la société absorbante (A) ;
- Dilution du pouvoir et relation du capital.

1.2. Les procédures de la fusion-absorption

La procédure de fusion comprend cinq (5) étapes essentielles :

a) Le rapprochement des sociétés (négociation)

Il s'agit de négociations qui se déroulent en plusieurs phases :

- **Négociations inter-sociétés** : Les dirigeants des sociétés concernées négocient les conditions de la fusion, la parité d'échange (équivalence), les méthodes d'évaluation, etc.
- **Négociations intra-sociétés** : Au sein de chaque société concernée, les dirigeants doivent analyser la portée du projet, les avantages, les inconvénients, etc.

b) Evaluation des sociétés

Les sociétés concernées seront évaluées selon la méthode choisie lors des négociations.

c) Rédaction du projet de fusion

Le projet doit être rédigé et notifié par le notaire, en incluant les points suivants :

- L'objet, les intérêts et les conditions de la fusion ;
- Les dates de clôture des comptes ;
- Les informations sur les actifs et passifs de chaque société (états financiers, rapports d'évaluation, etc.) ;
- Le rapport sur les droits échangés (parts sociales ou actions) ;
- La prime de fusion prévue.

d) Approbation par les assemblées

Le projet de fusion doit être approuvé par l'assemblée générale de chaque société.

e) Rédaction des nouveaux statuts et publication

Tous les changements doivent être reflétés dans les nouveaux statuts de la société absorbante ou de la nouvelle entité, et publiés dans le BOAL¹.

¹ Le **BOAL** est l'acronyme de « **B**ulletin **O**fficiel des **A**nnonces **L**égales ».

Chapitre 4 : Traitement comptable de la fusion-absorption

1.3. Aspect comptable de la fusion-absorption

Le traitement de la fusion-absorption se déroule en dix (10) étapes, que l'on illustrera à travers un exemple d'application.

Exemple d'application (montants en K DA)

Nous disposons des bilans de deux (02) sociétés : société absorbante (A) et société absorbée (B) :

Bilan de la société absorbante (A) :

| Actif | Amortissement | VNC | Passif | VF |
|--------------|---------------|------|------------------------|------|
| Terrains | - | 900 | Capital émis | 1600 |
| Installation | 100 | 700 | Réserve légale | 100 |
| Marchandises | - | 300 | Résultat de l'exercice | 200 |
| Clients | - | 150 | Réserves facultatives | 100 |
| Banque | - | 100 | Fournisseur | 300 |
| Caisse | - | 150 | | |
| Total | 100 | 2300 | Total | 2300 |

Le capital est constitué de 1600 actions de VN de 1000 DA/action.

Bilan de la société absorbée (B) :

| Actif | Amortissement | VNC | Passif | VF |
|-----------------------|---------------|------|------------------------|------|
| Constructions | 200 | 600 | Capital social | 1000 |
| Matériel de transport | 400 | 400 | Réserve légale | 50 |
| Matières premières | - | 200 | Résultat de l'exercice | 50 |
| Clients | - | 150 | Fournisseur | 400 |
| Banque | - | 100 | | |
| Caisse | - | 50 | | |
| Total | 600 | 1500 | Total | 1500 |

Le capital est constitué de 1000 actions de 1000 DA/action.

⇒ **Les évaluations des deux sociétés ont fait ressortir les éléments suivants :**

Pour la société (A) :

Les terrains sont estimés à 1 100 000,00 DA.

Pour la société (B) :

Les constructions sont estimées à 650 000,00 DA ;

Le matériel de transport est estimé à 450 000,00 DA.

II. Réévaluation des actifs des sociétés fusionnées

2.1. Résultats de fusion et enregistrement de la réévaluation des immobilisations

Les résultats de fusion sont calculés pour les deux sociétés fusionnées en additionnant les différences entre le prix de vente de chaque actif et sa valeur net comptable.

2.1.1. Chez la société absorbante

Calcul du résultat de fusion :

On a :

- VNC terrains = 900 000,00 DA
- VR terrains = 1 100 000,00 DA

Alors : Résultat de fusion = VR_(terrains) – VNC_(terrains) = 1 100 000 – 900 000 = 200 000,00 DA

Enregistrement de la réévaluation

| | | | | |
|-----|-------|--|--------|--------|
| 211 | | Terrains | 200000 | |
| | 128.1 | Résultat de fusion (Réévaluation des immobilisations de la société A suite à la fusion) | | 200000 |

2.1.2. Chez la société Absorbée

Calcul du résultat de fusion :

On a :

- VNC constructions = 600 000,00 DA
- VR constructions = 650 000,00 DA

Alors : Résultat de fusion_(constructions) = VR_(constructions) – VNC_(constructions) = 650 000 – 600 000

Alors : Résultat de fusion_(constructions) = 50 000,00 DA

On a aussi :

- VNC matériel de transport = 400 000,00 DA
- VR matériel de transport = 450 000,00 DA

Chapitre 4 : Traitement comptable de la fusion-absorption

Alors : Résultat de fusion (matériel de transport) = VR (matériel de transport) – VNC (matériel de transport)

Alors : Résultat de fusion (matériel de transport) = 450 000 – 400 000

Alors : Résultat de fusion (matériel de transport) = 50 000,00 DA

Enfin : Résultat de fusion (total) = Résultat de fusion (constructions) + Résultat de fusion (matériel de transport)

Enfin : Résultat de fusion (total) = 50 000 + 50 000 = 100 000,00 DA

Enregistrement de la réévaluation des actifs

| | | | | |
|------|-------|--|----|-----|
| 213 | | Constructions | 50 | |
| 2182 | | Matériel de transport | 50 | |
| | 128.1 | Résultat de fusion (Réévaluation des immobilisations de la société B suite à la fusion) | | 100 |

2.2. Réajustement des bilans de la société absorbante

Bilan de la société (A) : montants en KDA

| Actif | Amortissement | VNC | Passif | VF |
|--------------|---------------|-------------|------------------------|-------------|
| Terrains | - | 1100 | Capital émis | 1600 |
| Installation | 100 | 700 | Réserve légale | 100 |
| Marchandises | - | 300 | Résultat de l'exercice | 200 |
| Clients | - | 150 | Réserves facultatives | 100 |
| Banque | - | 100 | Résultat de fusion | 200 |
| Caisse | - | 150 | Fournisseur | 300 |
| Total | 100 | 2500 | Total | 2500 |

2.3. Réajustement du bilan de la société absorbée

Bilan de la société (B) : Montants en KDA

| Actif | Amortissement | VNC | Passif | VF |
|-----------------------|---------------|-------------|------------------------|-------------|
| Constructions | 200 | 650 | Capital social | 1000 |
| Matériel de transport | 400 | 450 | Réserve légale | 50 |
| Matières premières | - | 200 | Résultat de l'exercice | 50 |
| Clients | - | 150 | Résultat de fusion | 100 |
| Banque | - | 100 | Fournisseur | 400 |
| Caisse | - | 50 | | |
| Total | 600 | 1600 | Total | 1600 |

III. Le rapprochement des sociétés fusionnées

3.1. Détermination des actifs nets

L'actif net est la valeur réelle de l'entreprise qui se calcule de deux (2) manières :

Méthode 1

$$\text{Actif net} = (\sum \text{Actifs} - \sum \text{Actifs fictifs} \pm \text{values}) - \sum \text{Dettes}$$

$$\text{Actif net} = \text{Total actif après réévaluation} - \text{Total des dettes}$$

Méthode 2

$$\text{Actif net} = \text{Fonds propres du bilan après réévaluation}$$

Application des deux méthodes à l'exercice d'application

Méthode 1

Pour la société (A) :

$$\text{Actif net} = (2\,300\,000 - 0 + 200\,000) - 300\,000$$

$$\text{Actif net} = 2\,500\,000 - 300\,000$$

$$\text{Actif net} = 2\,200\,000,00 \text{ DA}$$

Pour la société (B) :

$$\text{Actif net} = (1\,500\,000 - 0 + 100\,000) - 400\,000$$

$$\text{Actif net} = 1\,600\,000 - 400\,000$$

$$\text{Actif net} = 1\,200\,000,00 \text{ DA}$$

Méthode 2

Pour la société (A) :

Actif net = 1 600 000 + 100 000 + 200 000 + 100 000 + 200 000 = 2 200 000,00 DA

Pour la société (B) :

Actif net = 1 000 000 + 50 000 + 50 000 + 100 000 = 1 200 000,00 DA

3.2. Calcul des valeurs mathématiques

Il s'agit de déterminer la valeur réelle ou mathématique des actions :

$$VR = VM = \frac{\text{Actif net}}{\text{Nombre d'actions}}$$

Pour la société (A) :

$$VM = \frac{2\,200\,000}{1\,600} = 1\,375 \text{ DA/action}$$

Pour la société (B) :

$$VM = \frac{1\,200\,000}{1\,000} = 1\,200 \text{ DA/action}$$

3.3. Le rapport d'échange (parité)

Il s'agit de déterminer la valeur de l'action (B) dans la société (A) :

$$\text{Parité} = \frac{VM \text{ de la société absorbante}}{VM \text{ de la société absorbée}} = \frac{VM "A"}{VM "B"} = \frac{1\,375}{1\,200} = \mathbf{1,145}$$

3.4. Le nombre d'actions nouvelles

Le nombre d'actions nouvelles créées par l'opération de fusion se calcule de deux (2) manières :

Méthode 1

$$\text{Nombre d'actions} = \frac{\text{Actif net de la société absorbée}}{VM \text{ de la société absorbante}}$$

Méthode 2

$$\text{Nombre d'actions} = \frac{\text{Nombre d'actions de la société absorbée}}{\text{Parité}}$$

Application des deux méthodes à l'exercice d'application

Méthode 1

$$\text{Nombre d'actions nouvelles} = \frac{1\,200\,000}{1\,375} = 873 \text{ actions}$$

Méthode 2

$$\text{Nombre d'actions nouvelles} = \frac{1\,000}{1,145} = 873 \text{ actions}$$

3.5. La prime de fusion

La prime de fusion tout comme la prime d'émission protège les actionnaires de la société absorbante (A) d'une dilution du capital. Elle est calculée de deux (2) manières :

Méthode 1

Prime de fusion = Actif net de la société absorbée – (Nombre d'actions nouvelles × VN de la société absorbante)

Méthode 2

Prime de fusion = Nombre d'actions nouvelles × (VM de la société absorbante – VN de la société absorbante)

Application des deux méthodes à l'exercice d'application

Méthode 1

Prime de fusion = 1 200 000 – (873 × 1000) = 327 000,00 DA

Méthode 2

Prime de fusion = 873 × (1375 – 1000) = 327 000,00 DA

IV. Enregistrement de la dissolution de la société absorbée

Elle se fait pratiquement de la même manière avec la liquidation traitée dans le chapitre précédent. Toutefois, dans la dissolution, les actifs ne sont pas cédés et les actionnaires ne sont pas remboursés. Il s'agit de transférer ces actifs dans le bilan de la société absorbante en contre partie des titres de participation pour les actionnaires ou les associés de la société absorbée.

Ainsi, en utilisant les données de l'exercice précédent, les écritures de dissolution sont comme suivant : (montants en K DA)

| | | | | |
|-------|------|---|------|-----|
| 2813 | | Amortissement, constructions | 200 | |
| 28182 | | Amortissement, matériel de transport | 400 | |
| | 213 | Constructions | | 200 |
| | 2182 | Matériel de transport (Réintégration des amortissements) | | 400 |
| 401 | | Fournisseur | 400 | |
| 462 | | Créances sur cession d'investissements | 1200 | |

Chapitre 4 : Traitement comptable de la fusion-absorption

| | | | | |
|-------|------|---|------|------|
| | 213 | Constructions | | 650 |
| | 2182 | Matériel de transport | | 450 |
| | 31 | Matières premières | | 200 |
| | 411 | Clients | | 150 |
| | 512 | BCC | | 100 |
| | 53 | Caisse | | 50 |
| | | (Transfert des actifs et passifs pour fusion) | | |
| 262 | | Autres titres de participation | 1200 | |
| | 462 | Créances sur cession d'investissements (Rémunération des actions) | | 1200 |
| 101 | | Capital social | 1000 | |
| 1061 | | Réserve légale | 50 | |
| 120 | | Résultat de l'exercice | 50 | |
| 128.1 | | Résultat de fusion | 100 | |
| | 455 | Associés, comptes courants (Droits de partage) | | 1200 |
| 455 | | Associés, comptes courants | 1200 | |
| | 262 | Autres titres de participation (Reprise des éléments d'actif pour solde) | | 1200 |

V. Enregistrement comptable de la fusion chez la société absorbante

Le transfert des actifs et passifs de la société absorbée constitue une augmentation du capital en nature pour la société absorbante. L'enregistrement se fait en deux étapes.

Chapitre 4 : Traitement comptable de la fusion-absorption

5.1. Enregistrement de l'augmentation de capital

(montants en K DA)

| | | | | |
|-------|-------|---------------------------------------|------|------|
| 45611 | | Actionnaires, apports en nature | 1200 | |
| | 1012 | C.S.A.N.V | | 873 |
| | 1031 | Prime de fusion | | 327 |
| | | (Apports en nature suite à la fusion) | | |
| 213 | | Constructions | 650 | |
| 2182 | | Matériel de transport | 450 | |
| 31 | | Matières premières | 200 | |
| 411 | | Clients | 150 | |
| 512 | | BCC | 100 | |
| 53 | | Caisse | 50 | |
| | 401 | Fournisseur | | 400 |
| | 45611 | Actionnaires, apports en nature | | 1200 |
| | | (Réalisation des apports en nature) | | |
| 1012 | | C.S.A.N.V | 873 | |
| | 1013 | C.S.A.V | | 873 |
| | | (Régularisation du capital) | | |
| 1013 | | C.S.A.V | 873 | |
| | 101 | Capital émis | | 873 |
| | | (Ecriture d'ordre) | | |

5.2. Bilan de la sociétés absorbante après fusion

Avant d'élaborer le bilan de la société absorbante après fusion, il est nécessaire de calculer le nouvel capital social ou capital émis.

Nouveau capital = Capital de la société absorbante + Nouvel apport de la société absorbée

Nouveau capital = Capital société absorbante + (VN société absorbée × Nb d'actions nouvelles)

Nouveau capital = 1 600 000 + (1000 × 873) = 2 473 000,00 DA

Bilan de la société Absorbante (montants en K DA)

| Actif | VNC | Passif | VF |
|-----------------------|-------------|----------------------------|-------------|
| Terrains | 1100 | Capital émis | 2473 |
| Installation | 700 | Prime de fusion | 327 |
| Constructions | 650 | Réserve légale (A) | 100 |
| Matériel de transport | 450 | Résultat de l'exercice (A) | 200 |
| Marchandises | 300 | Réserves facultatives (A) | 100 |
| Matières premières | 200 | Résultat de fusion (A) | 200 |
| Clients (cumul) | 300 | Fournisseur (cumul) | 700 |
| Banque (cumul) | 200 | | |
| Caisse (cumul) | 200 | | |
| Total | 4100 | Total | 4100 |

Conclusion

La fusion-absorption est une catégorie de fusion des entreprises et qui consiste au transfert des actifs et passif d'une société absorbée dans la sociétés absorbante en contrepartie de titres de participation pour les actionnaires. Son traitement comptable passe par plusieurs étapes, à savoir : la réévaluation des sociétés ; la détermination des actions nouvelles, de la parité et de la prime de fusion ; la dissolution de la sociétés absorbée et enfin l'augmentation du capital de la sociétés absorbée.

Chapitre 5

Les opérations de la

fusion-réunion

Chapitre 5 : Les opérations de fusion-réunion

Introduction

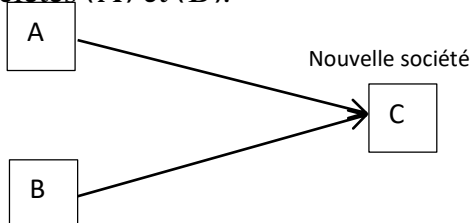
La fusion constitue la réunion de deux ou plusieurs sociétés en activité afin d'accroître l'une d'elles ou d'en créer une nouvelle. Après avoir traité une première catégorie de fusion (fusion-absorption) dans le chapitre précédent, ce présent chapitre est consacré à la deuxième catégorie et qui est la fusion-réunion.

Par ailleurs, tel qu'expliqué dans le quatrième chapitre, certaines opérations économiques ne doivent pas être confondues avec la fusion (scission, prise de participation, etc.). Bien au contraire, elles constituent parfois l'inverse de la fusion, à l'instar de la scission qui signifie l'éclatement d'une société en plusieurs en scindant son capital en plusieurs fractions.

I. Notion de la fusion-réunion

1.1. Définition de la fusion-réunion

Il s'agit de la disparition d'au moins deux sociétés afin de créer une nouvelle, en contrepartie d'actions ou de parts sociales attribuées aux actionnaires ou associés des sociétés (A) et (B).



Les conséquences de la fusion-réunion sont les suivantes :

- Dissolution des deux sociétés (A) et (B) ;
- Création de la nouvelle société (C).

1.2. Procédure de fusion-réunion

La procédure de fusion-réunion est quasiment similaire à celle de la fusion-absorption et comprend cinq (5) étapes essentielles :

a) Le rapprochement des sociétés (négoiation) : Il s'agit de négociations qui se déroulent en plusieurs phases :

- **Négociations inter-sociétés :** Les dirigeants des sociétés concernées négocient les conditions de la fusion, la parité d'échange (équivalence), les méthodes d'évaluation, etc.

Chapitre 5 : Les opérations de fusion-réunion

➤ **Négociations intra-sociétés** : Au sein de chaque société concernée, les dirigeants doivent analyser la portée du projet, les avantages, les inconvénients, etc.

b) Evaluation des sociétés : Les sociétés concernées seront évaluées selon la méthode choisie lors des négociations.

c) Rédaction du projet de fusion : Le projet doit être rédigé et notifié par le notaire, en incluant les points suivants :

➤ L'objet, les intérêts et les conditions de la fusion ;

1.3. Aspect comptable de la fusion-réunion

Le traitement de la fusion-absorption passe par sept (7) étapes, que l'on illustrera à travers un exemple d'application.

Exemple d'application (montants en K DA)

Le 15/01/2024, deux sociétés (A) et (B) décident d'une fusion en réunissant leurs actifs et passifs pour créer une nouvelle société (C) dont la VN de ses actions est de 1200 DA/action.

Société (A) : 1500 actions de 1000 DA/action

| Actif | VN | Amortissement | VF | Passif | VF |
|---------------------------|------|---------------|------|------------------------|------|
| Installation industrielle | 1000 | 200 | 800 | Capital social | 1500 |
| Matériel de transport | 800 | 100 | 700 | Réserve légale | 100 |
| Clients | - | - | 300 | Résultat de l'exercice | 300 |
| Banque | - | - | 200 | Fournisseur | 100 |
| Total | 1800 | 300 | 2000 | Total | 2000 |

Société (B) : 1200 actions de 1000 DA/action

| Actif | VN | Amortissement | VF | Passif | VF |
|-----------|-----|---------------|-----|----------------|------|
| Terrains | 500 | - | 500 | Capital social | 1200 |
| Bâtiments | 800 | 200 | 600 | Réserve légale | 100 |

Chapitre 5 : Les opérations de fusion-réunion

| | | | | | |
|--------------|-------------|------------|-------------|------------------------|-------------|
| Marchandises | - | - | 100 | Résultat de l'exercice | 50 |
| Clients | - | - | 200 | Fournisseur | 150 |
| Banque | - | - | 100 | | |
| Total | 1300 | 200 | 1500 | Total | 1500 |

Informations supplémentaires :

Les éléments des deux sociétés ont donné lieu aux ajustements suivants :

Société (A) :

Installation industrielle = 900 000,00 DA

Société (B) :

Terrains = 800 000,00 DA

II. Réévaluation des actifs des sociétés réunies

2.1. Enregistrement de la réévaluation des immobilisations et des résultats de fusion

Les résultats de fusion sont calculés pour les deux sociétés fusionnées en additionnant les différences entre le prix de vente de chaque actif et sa valeur net comptable.

Chez la société (A) : (montants en K DA)

| | | | | |
|-----|-------|--|-----|-----|
| 215 | | Installation industrielle | 100 | |
| | 128.1 | Résultat de fusion (Réévaluation des immobilisations de la société A suite à la fusion) | | 100 |

Chez la société (B) : (montants en K DA)

| | | | | |
|-----|-------|--|-----|-----|
| 211 | | Terrains | 300 | |
| | 128.1 | Résultat de fusion (Réévaluation des immobilisations de la société B suite à la fusion) | | 300 |

2.2. Réajustement des bilans après réévaluation

Pour la société (A) :

| Actif | VF | Passif | VF |
|---------------------------|-------------|------------------------|-------------|
| Installation industrielle | 900 | Capital social | 1500 |
| Matériel de transport | 700 | Réserve légale | 100 |
| Clients | 300 | Résultat de l'exercice | 300 |
| Banque | 200 | Résultat de fusion | 100 |
| | | Fournisseur | 100 |
| Total | 2100 | Total | 2100 |

Pour la société (B) :

| Actif | VF | Passif | VF |
|--------------|-------------|------------------------|-------------|
| Terrains | 800 | Capital social | 1200 |
| Bâtiments | 600 | Réserve légale | 100 |
| Marchandises | 100 | Résultat de l'exercice | 50 |
| Clients | 200 | Résultat de fusion | 300 |
| Banque | 100 | Fournisseur | 150 |
| Total | 1800 | Total | 1800 |

2.3. Détermination des actifs nets

Pour la société (A) :

$$\begin{aligned}
 \text{Actif net} &= (\sum \text{Actifs} - \sum \text{Actifs fictifs} \pm \text{values}) - \sum \text{Dettes} \\
 &= \text{Total actif après réévaluation} - \text{Total des dettes} \\
 &= 2\,100\,000 - 100\,000
 \end{aligned}$$

$$\text{Actif net} = 2\,000\,000,00 \text{ DA}$$

Pour la société (B) :

$$\begin{aligned}
 \text{Actif net} &= (\sum \text{Actifs} - \sum \text{Actifs fictifs} \pm \text{values}) - \sum \text{Dettes} \\
 &= \text{Total actif après réévaluation} - \text{Total des dettes} \\
 &= 1\,800\,000 - 150\,000
 \end{aligned}$$

$$\text{Actif net} = 1\,650\,000,00 \text{ DA}$$

III. Enregistrement des écritures de dissolution

Dissolution de la société (A) : (montants en K DA)

| | | | | |
|-------|------|---|------|------|
| 2815 | | Amortissement, installation industrielle | 200 | |
| 28182 | | Amortissement, matériel de transport | 100 | |
| | 215 | Installation industrielle | | 200 |
| | 2182 | Matériel de transport (Réintégration des amortissements) | | 100 |
| 401 | | Fournisseur | 100 | |
| 462 | | Créances sur cession d'investissements | 2000 | |
| | 215 | Installation industrielle | | 900 |
| | 2182 | Matériel de transport | | 700 |
| | 411 | Clients | | 300 |
| | 512 | BCC (Transfert des actifs et passifs pour fusion) | | 200 |
| 262 | | Autres titres de participation | 2000 | |
| | 462 | Créances sur cession d'investissements (Rémunération des actions) | | 2000 |
| 101 | | Capital social | 1500 | |
| 1061 | | Réserve légale | 100 | |
| 120 | | Résultat de l'exercice | 300 | |
| 128.1 | | Résultat de fusion | 100 | |
| | 455 | Associés, comptes courants (Droits de partage) | | 2000 |
| 455 | | Associés, comptes courants | 2000 | |
| | 262 | Autres titres de participation (Reprise des éléments d'actif pour solde) | | 2000 |

Dissolution de la société (B) : (montants en K DA)

| | | | | |
|------|-----|---|-----|-----|
| 2813 | | Amortissement, bâtiments | 200 | |
| | 213 | Bâtiments (Réintégration des amortissements) | | 200 |
| 401 | | Fournisseur | 150 | |

Chapitre 5 : Les opérations de fusion-réunion

| | | | | |
|-------|-----|--|------|------|
| 462 | | Créances sur cession d'investissements | 1650 | |
| | 211 | Terrains | | 800 |
| | 213 | Bâtiments | | 600 |
| | 30 | Marchandises | | 100 |
| | 411 | Clients | | 200 |
| | 512 | BCC | | 100 |
| | | (Transfert des actifs et passifs pour fusion) | | |
| 262 | | Autres titres de participation | 1650 | |
| | 462 | Créances sur cession d'investissements (Rémunération des actions) | | 1650 |
| 101 | | Capital social | 1200 | |
| 1061 | | Réserve légale | 100 | |
| 120 | | Résultat de l'exercice | 50 | |
| 128.1 | | Résultat de fusion | 300 | |
| | 455 | Associés, comptes courants (Droits de partage) | | 1650 |
| 455 | | Associés, comptes courants | 1650 | |
| | 262 | Autres titres de participation (Reprise des éléments d'actif pour solde) | | 1650 |

IV. Constitution de la nouvelle société

4.1. Enregistrement des écritures de constitution de la société

(montants en K DA)

| | | | |
|--------------------|---------------------------------|------|--|
| 45611 _A | Associés, apports en nature (A) | 2000 | |
| 45611 _B | Associés, apports en nature (B) | 1650 | |

Chapitre 5 : Les opérations de fusion-réunion

| | | | | |
|------|--------------------|--|------|------|
| | 1012 | C.S.A.N.V (Promesse d'apport) | | 3650 |
| 215 | | Installation industrielle | 900 | |
| 2182 | | Matériel de transport | 700 | |
| 411 | | Clients | 300 | |
| 512 | | BCC | 200 | |
| | 401 | Fournisseur | | 100 |
| | 45611 | Associés, apports en nature (A) (Réalisation des apports de la société A) | | 2000 |
| 211 | | Terrains | 800 | |
| 213 | | Bâtiments | 600 | |
| 30 | | Marchandises | 100 | |
| 411 | | Clients | 200 | |
| 512 | | BCC | 100 | |
| | 401 | Fournisseur | | 150 |
| | 45611 _B | Associés, apports en nature (B) (Réalisation des apports de la société B) | | 1650 |
| 1012 | | C.S.A.N.V | 3650 | |
| | 1013 | C.S.A.V (Régularisation du capital) | | 3650 |
| 1013 | | C.S.A.V | 3650 | |
| | 101 | Capital social (Ecriture d'ordre) | | 3650 |

4.2. Bilan d'ouverture de la nouvelle société

Bilan de la sociétés C (montants en K DA)

| Actif | VNC | Passif | VF |
|---------------------------|-------------|---------------------|-------------|
| Terrains | 800 | Capital social | 3650 |
| Bâtiments | 600 | Fournisseur (cumul) | 250 |
| Installation industrielle | 900 | | |
| Matériel de transport | 700 | | |
| Marchandises | 100 | | |
| Clients (cumul) | 500 | | |
| Banque (cumul) | 300 | | |
| Total | 3900 | Total | 3900 |

Conclusion

La fusion-réunion est une autre catégorie de fusion des sociétés qui consiste au transfert des actifs et passif d'une ou plusieurs sociétés (dissolues) pour créer une nouvelle entité en contrepartie de titres de participation pour les actionnaires.

Le traitement comptable de cette opération se fait en sept étapes, à savoir : la réévaluation des sociétés ; réajustement des bilans des deux sociétés ; la détermination des actions nouvelles ; de la parité et de la prime de fusion ; la dissolution des sociétés enfin la création d'une nouvelle société.

Chapitre 6

Comptabilisation des instruments financiers

Chapitre 6 : Comptabilisation des instruments financiers

Introduction

Les instruments financiers représentent les actifs et les passifs financiers d'une société. Les principes de comptabilisation de ces instruments par le système comptable financier (SCF) algérien sont largement inspirés par les normes comptables internationales, plus précisément les normes IAS 32, IFRS39, IAS 21 et IFRS 7. Ces différentes normes applicables à ces instruments traitent leur comptabilisation initiale, leur évaluation ainsi que leur cession.

Ainsi, dans ce chapitre, nous abordons ces instruments financiers selon le SCF, en s'appuyant sur les différentes normes internationales citées ci-dessus. Avant de présenter l'aspect comptable, nous définissons d'abord ces instrument en donnant leur classification.

I. Présentation des instruments financiers et des concepts liés

1.1. Définition des instruments financiers

La Banque d'Algérie définit l'instrument financier comme étant « *tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité*¹ ». Cette définition est adoptée par le SCF qui distingue deux types d'instruments financiers² :

- **Instrument financier primaire** : Instruments tels que les créances, les dettes et les titres de capitaux propres qui ne sont pas des instruments financiers dérivés.
- **Instruments financier dérivé ou de trésorerie** : Instruments financiers tels que les options, les contrats terme (de gré à gré ou normalisé) et les swaps de taux d'intérêt et de devises qui engendrent des droits et des obligations qui ont pour effet de transférer entre les parties instrument un ou plusieurs des risques inhérents à un instrument financier primaire sous-jacent.

Selon la normes internationale IAS 32, un instrument financier est « *tout contrat qui*

¹ Banque d'Algérie, Article 2 du règlement n°2009-08 du 29 décembre 2009 relatif aux règles d'évaluation et de comptabilisation des instruments financiers par les banques et les établissements financiers.

² Arrêté ministériel du 23 Rajab 1429 correspondant au 26 juillet 2008 fixant les règles d'évaluation et de comptabilisation, le contenu et la présentation des états financiers ainsi que la nomenclature et les règles de fonctionnement des comptes, journal officiel N° 19, du 25 mars 2009

donne lieu à la fois à un actif financier d'une entreprise et un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité³ ». Cette norme distingue trois types d'instruments financiers, à savoir :

Actif financier : est tout actif de la trésorerie ; Un droit contractuel de recevoir d'une autre entreprise de la trésorerie ou un autre actif financier ; Un droit contractuel d'échanger des instruments financiers avec une autre entreprise à des conditions potentiellement favorables ; ou Un instrument de capitaux propres d'une autre entreprise.

Passif financier : est tout passif qui est une obligation contractuelle : De remettre à une entreprise de la trésorerie ou un autre actif financier ou ; D'échanger des instruments financiers avec une autre entreprise à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres : est tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entreprise après déduction de tous ses passifs.

1.2. Concepts liés à la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers

Afin d'assimiler la logique de l'évaluation et à la comptabilisation des instruments financiers, certains concepts doivent impérativement être explicités. Ces derniers sont traités par la normes⁴ IFRS 9.

1.2.1. Le coût amorti d'un actif ou d'un passif

Le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier correspond à la valeur à laquelle cet actif ou ce passif est estimé lors de sa comptabilisation initiale, minorée des remboursements du principal, augmentée ou diminuée de l'amortissement cumulé déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance, et diminuée de toute réduction de valeur pour dépréciation ou irrécouvrabilité.

1.2.2. La juste valeur

La juste valeur représente le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre des participants de marché à la date d'évaluation.

³ IAS 32, règlement (CE) no 1126/2008 de la commission du 3 novembre 2008 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil

⁴ IFRS 9, règlement (UE) 2016/2067 de la commission du 22 novembre 2016 modifiant le règlement (CE) no 1126/2008 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne la norme internationale d'information financière IFRS 9

1.2.3. L'achat normalisé et la vente normalisée

Un achat ou une vente standardisé représente l'acquisition ou la cession d'un actif financier conformément à un contrat dont les modalités exigent la livraison de l'actif dans le délai prescrit, généralement déterminé par les dispositions réglementaires ou par un accord sur le marché en question.

II. Classification des instruments financiers

Les normes internationales proposent une classification des instruments financiers selon la logique de comptabilisation et d'évaluation, contrairement au SCF proposant une classification selon la nature de ces instruments (leur enregistrement dans le bilan).

2.1. Les différents actifs financiers

Les actifs financiers, tels que classifiés par le SCF, sont divisés en deux catégories : Les immobilisations financières et les valeurs mobilières de placement.

2.1.1. Les immobilisations financières (titres de participation)

Les immobilisations financières regroupent Le compte 26 et 27 subdivisés comme suit :

Compte 26 : Participations et créances rattachées à des participations

261 : Titres de filiales

262 : Autres titres de participation

265 : Titres de participation évalués par équivalence (entreprises associées)

266 : Créances rattachées à des participations groupe

268 : Créances rattachées à des participations hors groupe

269 : Versements restant à effectuer sur titres de participation non libérés

Compte 27 : autres immobilisations financières

271. Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille

272. Titres représentatifs de droit de créance

273. Titres immobilisés de l'activité de portefeuille

274. Prêts et créances sur contrat de location – financement

275. Dépôts et cautionnements versés

276. Autres créances immobilisées

279. Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés

2.1.2. Les valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement inscrites dans les compte 50 du SCF regroupes les valeurs mobilières suivantes :

Compte 50 : Valeurs mobilières de placement

501. Parts dans des entreprises liées

502. Actions propres

503. Autres actions ou titres conférant un droit de propriété

506. Obligations, bons du Trésor et bons de caisse à court terme

508. Autres valeurs mobilières de placement et créances assimilées

2.2. Les différents passifs financiers

2.2.1. Passifs financiers Non courant

Ils représentent les dettes liées aux investissements et non au cycle d'exploitation, dont l'échéance dépasse 12 mois selon le SCF, inscrites dans le compte 16, à savoir :

Compte 16. Emprunts et dettes assimilées

161. Titres participatifs

162. Emprunts obligataires convertibles

163. Autres emprunts obligataires

164. Emprunts auprès des établissements de crédit

165. Dépôts et cautionnements reçus

167. Dettes sur contrat de location - financement

168. Autres emprunts et dettes assimilées

169. Primes de remboursement des obligations

2.2.2. Passifs financiers circulants

Il s'agit des dettes liées au cycle d'exploitation normal et qui sont réglées dans les 12 mois, selon le système comptable financier, inscrites principalement dans le compte 40 qui est subdivisé comme suit :

Compte 40. Fournisseurs et comptes rattachés

401. Fournisseurs de stocks et services

403. Fournisseurs - Effets à payer

404. Fournisseurs d'immobilisations

405. Fournisseurs d'immobilisations - Effets à payer

408. Fournisseurs - factures non parvenues

En plus du compte 40, deux autres passifs financières courants peuvent être cités, à savoir : le compte 509. Versements restant à effectuer sur valeurs mobilières de placement non libérées ; le compte 52 : Dérivés financiers passif.

III. Règles de comptabilisation des instruments financiers

Bien que la classification des instruments par les normes internationales soit différentes de celle proposée par le SCF algérien, les règles de comptabilisation se convergent.

3.1. Règles de comptabilisation des instruments financiers selon le SCF

Les règles de comptabilisation selon le SCF sont résumées dans le tableau suivant :

| Actifs financier Selon le SCF | Classification | Evaluation initiale | Evaluation à la clôture |
|---|---------------------------------|--|---|
| Titres de participation non consolidés Si l'intention est la cession ultérieure | Titres disponibles à la vente | Au coût d'acquisition frais de banque, de courtage inclus) | A la juste valeur avec un impact sur les capitaux propres plus test de dépréciation |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | Titres disponibles à la vente | Au coût d'acquisition frais de banque, de courtage inclus) | A la juste valeur avec un impact sur les capitaux propres plus test de dépréciation |
| Titres immobilisés | Titres détenus jusqu'à échéance | Au coût d'acquisition frais de banque, de courtage inclus) | Au coût amorti plus test de dépréciation |
| Titres de participation Consolidables non destinés à la vente | | Au coût d'acquisition frais de banque, de courtage inclus) | Au coût d'acquisition plus test de dépréciation |
| Prêts et créances | Prêts et créances | Au coût d'acquisition frais de banque, de courtage inclus) | A la juste valeur avec un impact sur le résultat |

3.2. Règles de comptabilisation des instruments financiers selon les normes IAS

Les règles de comptabilisation selon le SCF sont résumées dans le tableau suivant :

| Catégorie d'actif financier | Evaluation initiale | Evaluation postérieure |
|---------------------------------------|--|------------------------|
| Titres de participation | Juste valeur + coût d'acquisition | Coût amorti |
| détenu à échéance | Juste valeur + coût d'acquisition | Coût amorti |
| Prêts et créances | Juste valeur + coût d'acquisition | Coût amorti |
| Actif financier disponible à la vente | Juste valeur majorée de coûts de transaction | Juste valeur |
| Valeur mobilière de placement | Juste valeur majorée de coûts de transaction | Juste valeur |

IV. Traitement comptable des instruments financiers

4.1. Comptabilisation des immobilisations financières

Le compte 26 est débité du coût d'acquisition (ou de la valeur d'apport) des titres de participation, ainsi que des créances qui s'y rattachent. Par conséquent, la procédure d'enregistrement s'effectue de la manière suivante :

| | | | | |
|-------------|-----------------------------------|---|-----------------------|-------------|
| 26 4456- | 512 <u>ou</u> Ou 101 Ou 269 | Titres de participation - Compte d'actif TVA sur autres biens et services - Compte d'actif Banques Capital social versements restant à effectuer sur TP Acquisition des titres | Cout d'acquisition | - - - |
|-------------|-----------------------------------|---|-----------------------|-------------|

En ce qui concerne les autres immobilisations financières, notamment le compte 27, leur comptabilisation s'effectue selon le principe suivant : dans le cas d'actions ou de parts sociales, le compte 271 est débité ; dans le cas d'obligations ou de bons, le compte 272 est débité, par le biais du crédit du compte de trésorerie.

| | | | | |
|-----|--|------|----|--|
| 271 | | | Xx | |
| 272 | | | Xx | |
| 273 | | TIAP | Xx | |

Chapitre 6 : Comptabilisation des instruments financiers

| | | | | |
|--|---------------|--|--|----------|
| | 512 ou 279 | Banque versements à effectuer sur titres immobilisés non libérés | | Xx xx |
|--|---------------|--|--|----------|

Exemple d'application

Le 01/01/2024, la société ABC acquiert divers titres. Le règlement est effectué par prélèvement sur le compte en banque.

- 250 actions souscrites à 200 DA afin de prendre part à l'administration de la société émettrice et intégralement,
- 80 obligations à 250 DA visant une détention à long terme au sein d'un portefeuille de valeurs mobilières.
- 60 actions d'une valeur nominale unitaire de 50 DA destinées à être conservées durablement.

Les frais bancaires représentent 4 % du prix d'acquisition soumis à la TVA au taux normal 19%.

Le 20/02/2024, accord d'un prêt de 20 000 DA à une entreprise aux conditions de : durée de 8 ans, taux de 5 %, remboursement par annuités constantes. Les fonds sont mis à disposition par virement bancaire.

Le 12/03/2024, versement par chèque bancaire d'un acompte de 2 000 DA joint à la commande d'un véhicule utilitaire

Le 10/05/2024, versement d'une somme de 4 000 DA à titre de garantie pour un contrat de location.

Travail à faire : Comptabiliser les opérations ci- dessus au journal de la société ABC

Solution

| <i>10/1/24</i> | | | | |
|-----------------|-----|--|---------------|----------------|
| 261 | | Titres de participation | 52 000 | |
| 272 | | Titres représentatifs de droit de créance (obligations, bons) | 20 800 | |
| 271 | | Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille | 3 120 | |
| 44566 | | TVA sur autres services (services bancaires) | 454.8 | |
| | 512 | Banque | | 76474.5 |
| | | Acquisitions de TP, TI, prélèvement sur le compte b.. | | |
| <i>20/03/24</i> | | | | |

Chapitre 6 : Comptabilisation des instruments financiers

| | | | | | |
|-----------------|-----|---|--------|---------------|---------------|
| 274 | 512 | Prêts | Banque | 20 000 | 20 000 |
| <i>12/05/24</i> | | | | | |
| 238 | 512 | Avances et acomptes versés sur comm I C | Banque | 2 000 | 2 000 |
| <i>12/05/24</i> | | | | | |
| 275 | 512 | Dépôts et cautionnements versés | Banque | 4 000 | 4 000 |

4.2. Comptabilisation des valeurs mobilières de placement

Les titres acquis dans l'optique de générer une plus-value rapide à des fins spéculatives sont comptabilisés au compte 50 « Valeurs mobilières de placement ». Dans l'éventualité d'une libération intégrale. Le coût d'acquisition des titres est porté au débit des comptes de valeurs mobilières de placement, avec pour contrepartie les comptes de tiers ou de trésorerie appropriés.

| | | | | |
|----------------------------------|--------------|--|--|--|
| 501/502/503/506 /508 44566 | 512ou 464 | Valeurs mob - Compte d'actif TVA sur autres biens et services - Compte d'actif Banques Dettes sur acquisitions de valeurs mobilières de placement | | |
|----------------------------------|--------------|--|--|--|

En ce qui concerne le traitement comptable de la cession des valeurs mobilières de placement réalisées sur les marchés financiers, deux scénarios principaux se distinguent :

Hypothèse 1 : L'entreprise a dégagé une plus-value (le prix de vente est supérieur au coût d'achat) ; il convient alors de comptabiliser l'écriture suivante :

| | | | | |
|-----|-----|---|----|----|
| 512 | | Banque | xx | |
| | 50- | Valeurs MP profits nets sur cessions d'actifs financiers | | xx |
| | 767 | | | xx |

Hypothèse 2 : L'entreprise ayant constaté une moins-value, résultant d'un prix de vente inférieur au coût d'acquisition, il convient de comptabiliser l'écriture suivante :

| | | | | |
|-----|----|--|----|----|
| 512 | | Banque | Xx | |
| 667 | 50 | pertes nettes sur cessions d'actifs financiers Valeurs MP | xx | |
| | | | | xx |

4.3. Comptabilisation des emprunts obligataires

Les emprunts obligataires ou les obligations sont initialement comptabilisées à leur coût, lequel correspond à la juste valeur de la contrepartie nette perçue. Il est impératif de comptabiliser cette opération selon les étapes consécutives suivantes : premièrement, l'émission, qui coïncide avec la date de création ; deuxièmement, la souscription, qui représente l'engagement de l'obligataire à verser les montants des obligations ; troisièmement, la libération, par laquelle la société reçoit les fonds.

Emission d'un emprunt obligataire :

| | | | | |
|----|-----|---|----|----|
| 47 | | Obligation à placer | xx | |
| | 163 | Emprunts obligataires Comptabilisation de l'émission de l'emprunt obligataire | | xx |

Souscription :

| | | | | |
|-----|----|---|----------|----|
| 467 | | Obligations, obligations souscrites Prime de remboursement des obligations | Xx xx | |
| 169 | 47 | Obligation à placer la souscription : engagement d'un nombre des souscripteurs..... | | xx |

Libération :

| | | | | |
|-----|-----|---|----|----|
| 512 | | Banque | Xx | |
| 627 | | Services bancaires | xx | |
| | 467 | Obligations, obligations souscrites Comptabilisation de la perception du crédit | | xx |

Conclusion

Nous avons abordé dans ce chapitre les différents instruments financiers que nous avons classé selon le SCF algérien qui distingue : les immobilisations financières, les valeurs mobilières de placement comme actifs financiers ainsi que des passifs financiers, tels que les emprunts obligataires, les dettes fournisseurs, les subventions, etc.

La comptabilisation de ces instruments financiers est basée sur plusieurs principes selon la nature de ces instruments, leur objet (participation, placement, négociation, etc.) et la nature de leur libération (partielle ou totale).

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

- Arrêté ministériel du 23 Rajab 1429 correspondant au 26 juillet 2008 fixant les règles d'évaluation et de comptabilisation, le contenu et la présentation des états financiers ainsi que la nomenclature et les règles de fonctionnement des comptes, journal officiel N° 19, du 25 mars 2009
- Banque d'Algérie, Article 2 du règlement n°2009-08 du 29 décembre 2009 relatif aux règles d'évaluation et de comptabilisation des instruments financiers par les banques et les établissements financiers.
- BOUBIR, D. (2013). Consolidation des comptes comparatifs SCF-IFRS, comptes combinés, consolidation fiscale, Les Editions du sahel.
- Collasse. Bernard, « Théories comptables », Encyclopédie en comptabilité, contrôle de gestion et audit, Economica, Paris, 2000, P.787
- Décret exécutif n° 97-41 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, susvisé et modifié.
- IAS 32, règlement (CE) no 1126/2008 de la commission du 3 novembre 2008 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil
- IFRS 9, règlement (UE) 2016/2067 de la commission du 22 novembre 2016 modifiant le règlement (CE) no 1126/2008 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne la norme internationale d'information financière IFRS 9
- Odile Barbe, Laurent Didelot, Jean Luc. (2017). Comptabilité approfondie : manuel et applications 2017/2018, Siegwart. Edition Nathan.
- Ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée.
- P. Touron, H. Tondeur, « comptabilité en IFRS », éd d'Organisation, Paris, 2004
- Raffournier. B, « les normes comptables internationales (IAS/IFRS) », Economica, 3eme édition, Paris, 2006

Table des matières

Tables des matières

| | |
|---|-----------|
| Présentation générale du cours..... | 1 |
| Introduction générale..... | 1 |
| Informations sur le cours et public cible | 1 |
| Pré-requis..... | 2 |
| Visées d'apprentissage | 2 |
| Modalités d'évaluations des apprentissages..... | 2 |
| Contenu du cours | 2 |
| Chapitre 1 : Rappels sur la constitution des sociétés..... | 4 |
| Introduction | 4 |
| I. Aspects juridiques et administratifs de la constitution de la société | 4 |
| 1.1. Raison social ou dénomination..... | 4 |
| 1.2. Rédaction des statuts | 4 |
| 1.3. Inscription au registre de commerce..... | 5 |
| 1.4. Inscription au registre du commerce de la personne morale | 5 |
| II. Traitement comptable de la constitution des sociétés | 6 |
| 2.1. Nature des apports | 6 |
| 2.2. Enregistrement comptable de la promesse d'apport..... | 6 |
| 2.3. Enregistrement de la réalisation des apports | 7 |
| III. Les libération partielle (apport fractionné)..... | 8 |
| 3.1. Enregistrement de la promesse de la souscription..... | 8 |
| 3.2. L'enregistrement de la libération immédiate..... | 8 |
| 3.3. L'enregistrement de l'appel et de la réalisation de la deuxième fraction... 9 | 9 |
| IV. Les versements anticipés, tardifs et les défaillances | 9 |
| 4.1. Exercice d'application n°1 | 9 |
| 4.2. Exercice d'application n°2 | 12 |
| Conclusion | 14 |
| Chapitre 2 : Modification du capital et traitement du résultat..... | 16 |
| Introduction | 16 |
| I. Augmentation du capital..... | 16 |
| 1.1. Le nouvel apport (financement interne) | 16 |
| 1.2. Incorporation des réserves dans le capital (financement interne) | 16 |
| 1.3. Emission d'actions nouvelles (ouverture du capital) | 17 |

| | |
|--|-----------|
| 1.4. Conversion des dettes (ouverture du capital) | 20 |
| II. Diminution du capital..... | 21 |
| 2.1. Réduction par annulation des pertes antérieures | 21 |
| 2.2. Réduction par remboursement du capital | 22 |
| III. Traitement comptable des résultats | 22 |
| 3.1. Les éléments intervenant dans le traitement..... | 22 |
| 3.2. Affectation des bénéfices | 23 |
| 3.3. Imputation des pertes..... | 24 |
| Conclusion..... | 25 |
| Chapitre 3 : La liquidation des sociétés | 27 |
| Introduction | 27 |
| I. Les motifs et les étapes de la liquidation des sociétés..... | 27 |
| 1.1. Les motifs de la liquidation | 27 |
| 1.2. Les étapes de liquidation | 27 |
| II. Tableau d'analyse et détermination du résultat de liquidation | 28 |
| III. Enregistrement des écritures de liquidation | 29 |
| IV. Soldes des comptes et bilan de liquidation..... | 30 |
| 4.1. Solde des comptes | 30 |
| 4.2. Bilan après liquidation..... | 31 |
| V. Détermination des droits de partages..... | 31 |
| 5.1. Répartition des résultats et des réserves | 32 |
| 5.2. Remboursement du capital | 32 |
| 5.3. Règlement des associés | 32 |
| Conclusion..... | 32 |
| Chapitre 4 : Traitement comptable de la fusion-absorption | 34 |
| Introduction | 34 |
| I. Définition et procédures de la fusion-absorption | 34 |
| 1.1. Notion de la fusion-absorption | 34 |
| 1.2. Les procédures de la fusion-absorption..... | 35 |
| 1.3. Aspect comptable de la fusion-absorption | 36 |
| II. Réévaluation des actifs des sociétés fusionnées..... | 37 |
| 2.1. Résultats de fusion et enregistrement de la réévaluation des immobilisations..... | 37 |
| 2.1.1. Chez la société absorbante | 37 |

| | |
|---|-----------|
| 2.1.2. Chez la société Absorbée | 37 |
| 2.2. Réajustement des bilans de la société absorbante | 38 |
| 2.3. Réajustement du bilan de la société absorbée | 39 |
| III. Le rapprochement des sociétés fusionnées | 39 |
| 3.1. Détermination des actifs nets..... | 39 |
| 3.2. Calcul des valeurs mathématiques..... | 40 |
| 3.3. Le rapport d'échange (parité) | 40 |
| 3.4. Le nombre d'actions nouvelles..... | 40 |
| 3.5. La prime de fusion | 41 |
| IV. Enregistrement de la dissolution de la société absorbée | 41 |
| V. Enregistrement comptable de la fusion chez la société absorbante..... | 42 |
| 5.1. Enregistrement de l'augmentation de capital | 43 |
| 5.2. Bilan de la sociétés absorbante après fusion | 44 |
| Conclusion | 44 |
| Chapitre 5 : Les opérations de fusion-réunion..... | 46 |
| Introduction | 46 |
| I. Notion de la fusion-réunion | 46 |
| 1.1. Définition de la fusion-réunion | 46 |
| 1.2. Procédure de fusion-réunion..... | 46 |
| 1.3. Aspect comptable de la fusion-réunion | 47 |
| II. Réévaluation des actifs des sociétés réunies | 48 |
| 2.1. Enregistrement de la réévaluation des immobilisations et des résultats de fusion48 | |
| 2.2. Réajustement des bilans après réévaluation | 49 |
| 2.3. Détermination des actifs nets..... | 49 |
| III. Enregistrement des écritures de dissolution..... | 50 |
| IV. Constitution de la nouvelle société..... | 51 |
| 4.1. Enregistrement des écritures de constitution de la société | 51 |
| 4.2. Bilan d'ouverture de la nouvelle société | 53 |
| Conclusion | 53 |
| Chapitre 6 : Comptabilisation des instruments financiers | 55 |
| Introduction | 55 |
| I. Présentation des instruments financiers et des concepts liés | 55 |
| 1.1. Définition des instruments financiers | 55 |

| | |
|--|-----------|
| 1.2. Concepts liés à la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers..... | 56 |
| 1.2.1. Le coût amorti d'un actif ou d'un passif..... | 56 |
| 1.2.2. La juste valeur..... | 56 |
| 1.2.3. L'achat normalisé et la vente normalisée | 57 |
| II. Classification des instruments financiers..... | 57 |
| 2.1. Les différents actifs financiers..... | 57 |
| 2.1.1. Les immobilisation financières (titres de participation) | 57 |
| 2.1.2. Les valeurs mobilières de placement | 58 |
| 2.2. Les différents passifs financiers..... | 58 |
| 2.2.1. Passifs financiers Non courant | 58 |
| 2.2.2. Passifs financiers circulants | 58 |
| III. Règles de comptabilisation des instruments financiers | 59 |
| 3.1. Règles de comptabilisation des instruments financiers selon le SCF | 59 |
| 3.2. Règles de comptabilisation des instruments financiers selon les normes IAS | 60 |
| IV. Traitement comptable des instruments financiers | 60 |
| 4.1. Comptabilisation des immobilisations financières..... | 60 |
| 4.2. Comptabilisation des valeurs mobilières de placement | 62 |
| 4.3. Comptabilisation des emprunts obligataires..... | 63 |
| Conclusion..... | 63 |